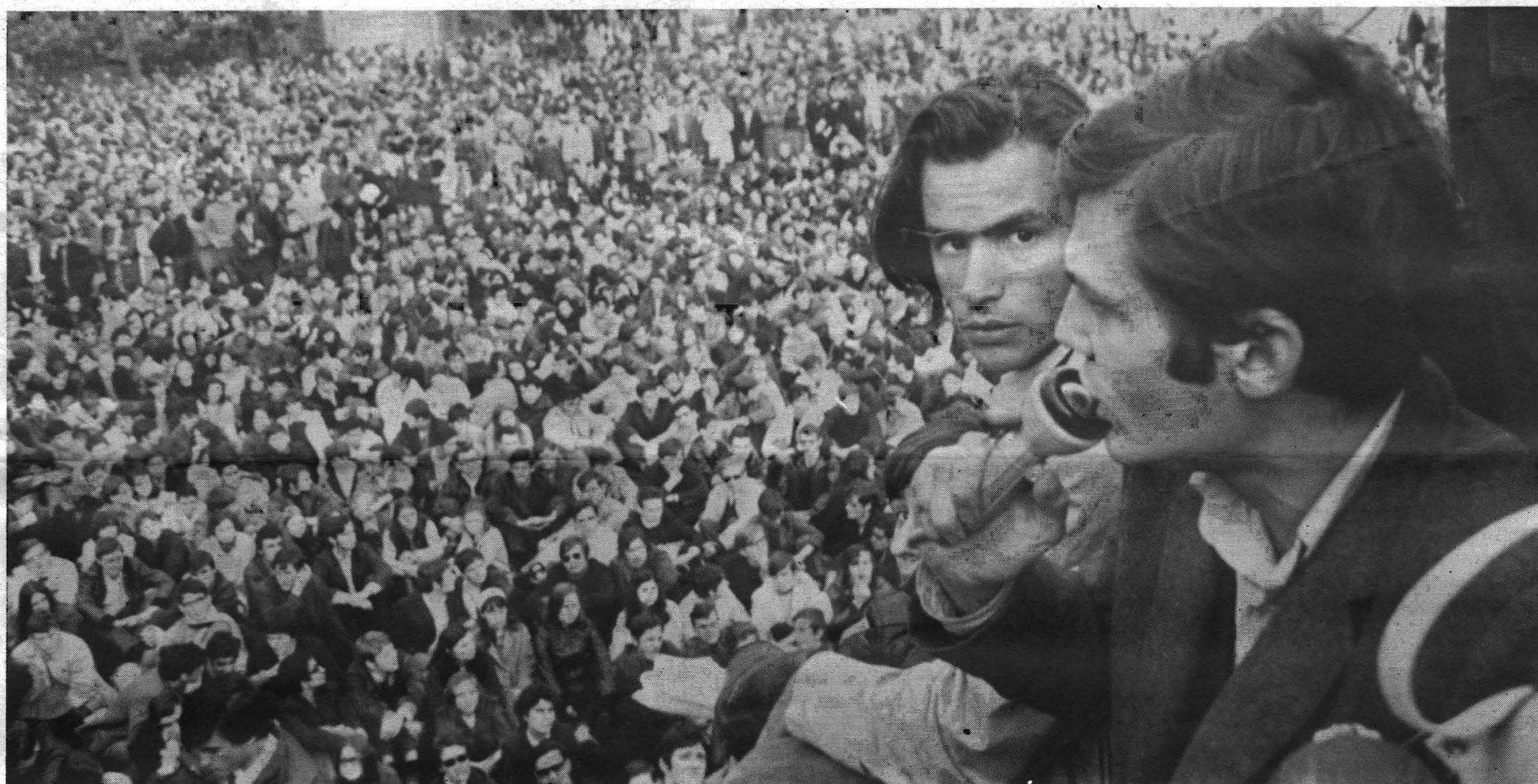


Tribune socialiste

SPÉCIAL ÉTUDIANTS

N° 372 / 16 MAI 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



LE POINT DE NON-RETOUR

EXCLUSIF

Jacques Sauvageot

Depuis dix jours, la révolte des étudiants a profondément ébranlé les structures de la vieille Université pour déboucher sur une contestation radicale de la société française. Si la population a spontanément manifesté sa sympathie au combat des étudiants et sa révolte contre la répression policière, elle n'a pas toujours saisi exactement l'ampleur du mouvement et de ses objectifs. Nous donnons donc la parole aujourd'hui à Jacques Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F. en lui demandant de préciser pour « T.S. » le sens de la lutte étudiante.

**

T.S. — Quelles sont les causes profondes de la révolte étudiante ?

Jacques Sauvageot. — Il est clair que si la répression policière a été la cause immédiate des manifestations étudiantes de ces derniers jours, le mouvement étudiant éprouvait depuis longtemps un profond mécontentement et un grand malaise. La répression peut rendre compte de la radicalisation et de l'ampleur de notre mouvement, mais elle n'a été que l'occasion de l'explosion. L'angoisse que les étudiants et les jeunes ressentent en face de leur avenir, les incertitudes que les étudiants éprouvent quant au sens de leur travail à l'Université ont depuis des années créé un lourd malaise.

En fait le mouvement étudiant a toujours plus ou moins consciemment récusé le modèle universitaire

qui lui est imposé ; il a toujours plus ou moins consciemment récusé le modèle de société qui sert de support à l'Université. Il s'agit donc d'un double refus : à la fois d'un certain type d'Université et d'un certain type de société. Jamais cependant la prise de conscience n'avait été aussi nette que maintenant.

Les interventions étudiantes ont toujours pris des formes différentes, plus spontanées, plus radicales, que celles des mouvements traditionnels lancés par les partis politiques. On l'avait bien vu lors de la guerre d'Algérie et le phénomène s'est reproduit à propos de l'agression américaine au Vietnam. Il faut en effet tenir compte de la situation du travailleur étudiant, de son rôle d'intellectuel

qui lui donne une indépendance d'esprit, une capacité de création originale, alors que précisément les structures dans lesquelles il vit limitent ses possibilités d'expression. Cette contradiction du système universitaire, créatrice d'un climat explosif, est aujourd'hui plus réelle que jamais.

T.S. — Quelle liaison faut-il établir entre le mouvement français et les mouvements étudiants de l'étranger ?

J. S. — Les mouvements étudiants d'Allemagne, d'Italie et de France sont de même nature et répondent à un type de crise propre aux pays capitalistes avancés. Chaque fois, la cote d'alerte a été atteinte lorsqu'à

partir d'une critique des structures de l'Université : système des examens, contenu et finalité de l'enseignement, la contestation a atteint le système social lui-même. C'est à ce moment que partout les gouvernements se sont décidés à frapper. Tel est le processus qui s'est développé en Allemagne à partir de l'Université critique de Berlin ; c'est aussi d'après ce schéma que s'est développé le mouvement italien, c'est enfin une évolution du même genre qui s'amorçait à Nanterre lorsque la Faculté a été fermée. Dans tous les cas, il s'agit donc d'une mise en cause d'abord partielle, mais qui très vite devient globale et idéologique. De ce point de vue, on peut dire qu'il n'y a pas de différence fondamentale avec les mouvements étudiants qui se sont produits dans l'Europe de l'Est et qui traduisent eux aussi le refus d'un certain moule idéologique imposé aux étudiants.

Il n'en est pas moins vrai que le mouvement étudiant en France a connu des caractères qui lui sont propres. Un certain nombre de faits ont retardé l'explosion qui s'est produite chez nous plus tardivement qu'ailleurs : d'abord l'existence du régime gaulliste et du projet cohérent de celui-ci sur l'université : ce gouvernement a paru longtemps assez habile pour éviter les affrontements violents. On a bien vu ces derniers jours que cette attitude variait du tout au tout dès qu'il voyait remis en cause les principes essentiels de la société capitaliste. Il faut aussi remarquer que le mouvement étudiant français est fortement politisé et fractionné ; ce morcellement en petits groupes opposés a incontestablement freiné dans un premier temps la prise de conscience d'une grande partie des étudiants, encore peu politisés ; il a fallu le développement et la radicalisation de l'action pour permettre le dépassement de ces petits groupes et l'unification du mouvement.

Enfin, un phénomène important et propre à la France, réside dans l'existence de l'U.N.E.F. Alors qu'en Italie par exemple il n'existait qu'un syndicat de type corporatiste qui a été balayé dès le début du mouvement, l'U.N.E.F. elle, parce que depuis des années elle avait su remettre en cause le système de l'enseignement et d'une manière plus générale, la société capitaliste, a pu se trouver en tête du mouvement et a su lui donner une grande ampleur. C'est elle qui a permis le développement du mouvement en province par le rôle de ses militants dans les A.G.E. ; c'est elle qui en fonction du travail intersyndical établi depuis des mois avec le S.N.E.-Sup, a pu établir la liaison entre les étudiants et de nombreux enseignants, comme avec les lycéens organisés dans les C.A.L. (Comités d'Action Lycéens) ; c'est l'U.N.E.F. enfin qui a symbolisé la lutte des étudiants aux yeux de toute la population dont les marques de solidarité ont été souvent émouvantes. Ainsi le syndicat étudiant a

été le courant unificateur de toutes les luttes ; il est aussi le seul qui puisse donner un prolongement à celles-ci.

T.S. — On n'ose plus beaucoup prononcer le nom de « groupuscules ». Que faut-il pourtant penser de ceux-ci ?

J. S. — Je n'ai absolument rien contre les groupuscules ; je critique la ligne politique de certains d'entre eux qui ne leur a pas permis de s'adapter à une situation qu'ils n'avaient pas su prévoir et qui les a empêchés de jouer un rôle moteur. Prenons par exemple la F.E.R. (Fédération des Etudiants Révolutionnaires) ou l'U.J.C.M.L. (marxistes-léninistes) ; s'ils ont des positions différentes, ils se rejoignent dans une commune rigidité qui les a empêchés de s'intégrer dans la dynamique du mouvement. Les militants de la F.E.R., le vendredi soir 10 mai, ont déserté le lieu de la bataille, parce qu'ils jugeaient aventuriste la décision de rester au quartier latin ; c'est pourtant là que s'est produite la bataille décisive et elle s'est produite sans eux. Eux qui pendant des années ont toujours mis en avant des mots d'ordre de débordement des organisations syndicales, n'ont cessé de prôner l'alignement sur les positions des directions syndicales, fort en retrait par rapport aux nécessités de l'heure. On voit à quelles équivoques a conduit cette ligne. De même les pro-Chinois, gênés par un mouvement dont l'ampleur menaçait leur autonomie, n'ont pas su reconnaître le caractère exemplaire du mouvement étudiant puisqu'ils prétendent que seule l'action de la classe ouvrière peut être significative. Ils ont donc été hors du coup, comme déjà à Nanterre.

Toute différente a été l'attitude d'autres groupes politiques comme la J.C.R. (Jeunesse Communiste Révolutionnaire), les E.S.U., le « Mouvement du 22 mars » à Nanterre. Parce que ces groupes ont su comprendre la signification des luttes étudiantes, parce que malgré tout ce qui les sépare, ils possèdent un fond politique commun en ce qui concerne la lutte anti-impérialiste, la lutte anti-capitaliste par exemple, ils ont su s'intégrer dans le mouvement, en être des éléments moteurs et poser de façon valable le problème du prolongement de nos luttes.

T.S. — Il faut tout de même parler de l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes).

J. S. — Il n'y a pas de position propre de l'U.E.C., il y a celle du parti communiste et il faut en effet en parler. Depuis un certain temps de nombreux étudiants pensaient que le P.C. n'était plus un parti révolutionnaire et que dans la période actuelle, il ne souhaitait pas la remise en cause des structures capitalistes. Le développement du mouvement étudiant a apporté la confirmation de ce jugement. Pendant toute la première partie de notre lutte, les communistes ont été opposés à notre mouvement et nous ont atta-



Jacques Sauvageot

qué. Ils n'ont changé d'attitude que quand le mouvement a pris une telle ampleur que le maintien de leur attitude hostile les amenait à être balayés de toute responsabilité, comme cela s'était déjà produit dans de nombreuses A.G.E. de province. Il y a eu alors retournement du parti communiste, mais ce tournant a conservé la forme et non le fond. Le P.C. a axé toute sa campagne sur la lutte contre la répression, en ne mettant en avant que des revendications catégorielles et corporatistes, sans jamais s'attaquer aux structures de l'Université, encore moins à celles de la société. De plus, l'ampleur du soutien qu'il a effectivement apporté dans cette dernière période, a fait craindre à de nombreux étudiants qu'il ne vise qu'à le confisquer pour des intérêts partisans.

T.S. — Que penser de l'attitude du P.S.U. au cours de ces dix jours ?

J. S. — Il est un fait, c'est que le P.S.U. a été la seule force politique française à soutenir dès le 3 mai le mouvement étudiant et à appeler l'ensemble de ses militants à soutenir les mots d'ordre étudiants quelles que soient les formes d'action décidées par le mouvement. Ce choix qu'a fait le P.S.U. l'a distingué des forces traditionnelles, mais il n'est pas suffisant, il ne lève pas les ambiguïtés qui aux yeux de beaucoup pèsent encore sur ce parti et expliquent la défiance de certains à son égard, comme à l'égard de toutes les forces politiques. Le P.S.U. n'a pas à chercher à être le bénéficiaire de ce mouvement ; il a mieux à faire, confronté qu'il est à une certaine réalité, en s'insérant véritablement dans les luttes contestant radicalement la société capitaliste ; il se doit de trouver les formes qui permettront de résoudre le difficile problème de la jonction des luttes étudiantes avec celles de la classe ouvrière, dans le contexte français d'aujourd'hui. Tel est le choix essentiel qu'a à faire le P.S.U. ; il concerne l'ensemble de ses militants dont je suis.

T.S. — Le mouvement étudiant apparaît donc comme remettant en cause les forces politiques traditionnelles. N'y a-t-il pas là un danger d'apolitisme ?

J. S. — Notre mouvement a très vite été amené à remettre en cause le jeu traditionnel des forces politiques dans la mesure où celui-ci

n'attaque pas directement la société capitaliste. Nous ne croyons pas qu'une contestation valable puisse s'inscrire dans le cadre du jeu parlementaire, du projet des forces démocratiques. C'est un fait que notre lutte n'a été comprise qu'à partir du moment où nous sommes descendus dans la rue. C'est un fait que nous avons eu conscience au moment difficile de nous battre presque seuls. C'est encore un fait que nous n'accepterons pas de voir les forces politiques tenter de récupérer une victoire qui n'appartient qu'à nous pour renforcer leur opposition au gaullisme au seul bénéfice de la social-démocratie et sans remettre en cause par un choix politique clairement défini la société dans son ensemble.

Il n'y a plus pour notre mouvement aucun danger d'apolitisme ; l'affrontement a été trop violent ; la prise de conscience trop nette. Certains pourraient être tentés de croire que le mouvement étudiant, porteur en lui-même de son dynamisme, aurait mission de remporter des victoires décisives. Nous savons bien que c'est faux et que nous n'avons remporté qu'une victoire partielle. Nous sommes parfaitement conscients du fait qu'aucun succès décisif ne pourra être gagné sans la classe ouvrière qui est la seule force déterminante. Cela veut dire que le mouvement étudiant, autonome dans un premier temps, ne pourra se développer que s'il résout le difficile problème de sa jonction avec le combat des travailleurs.

T.S. — Mais pratiquement, quelles sont les perspectives actuelles ?

J. S. — On peut tirer trois conclusions de ces journées de lutte. La première c'est que le gouvernement a subi une défaite importante. Pour nous le tournant essentiel s'est situé dans la nuit du 10 mai, lors des barricades sur le boulevard Saint-Michel. Nous avons subi une défaite sur le terrain, mais nous avons remporté une victoire politique et le discours de Pompidou nous en a apporté la preuve le lendemain soir. La seconde conclusion c'est la modification qui s'est opérée au niveau des étudiants et des enseignants : nous ne sommes plus un petit groupe, nous avons derrière nous la majorité des étudiants ; notre degré de contestation et notre niveau de conscience politique ont changé. La troisième conclusion c'est que notre combat est maintenant partagé par de nombreux travailleurs. La grève générale du 13 mai a constitué un pas important vers l'union des Etudiants et des Travailleurs.

Il nous faut maintenant donner de nouveaux mots d'ordres et fixer de nouveaux objectifs. D'abord nous maintenons l'ordre de grève et nous affirmons qu'il n'y aura pas de reprise des cours et pas d'examens tant que les dernières mesures de répression n'auront pas été rapportées,

Nous exigeons l'amnistie pour tous, étudiants et non étudiants, français et étrangers, sans accepter qu'aucune différence soit faite entre nos camarades. Nous savons depuis hier soir que lors de l'attaque du boulevard Saint-Michel, des gaz toxiques C.S. ont été employés contre les étudiants, comme au Vietnam. Nous exigeons que des comptes soient demandés aux responsables.

Tant que nous n'aurons pas satisfaction sur ce point, la grève continuera mais elle s'accompagnera de l'occupation des locaux universitaires. Nous allons nous organiser. Le bureau national de l'U.N.E.F. appelle les militants étudiants à constituer dans chaque Faculté des Comités de lutte ; il convoque pour le jeudi 23 mai une Assemblée générale des représentants des Comités de lutte tant de Paris que de province.

Quand nos revendications seront satisfaites et seulement alors, nous serons prêts, comme nous l'avons toujours dit, à engager la discussion sur le fond. Il va sans dire qu'il ne peut être question pour nous, à un moment ou à un autre, d'accepter un quelconque marchandage occulte dans le cabinet d'un ministre.

L'U.N.E.F. réclame la libre expression politique et syndicale dans toutes les instances de l'Université. Elle souhaite que s'engage partout une discussion publique sur le sens et les formes d'un enseignement critique, sur la jonction qui doit s'établir entre le combat des étudiants et celui des travailleurs, sur les moyens qu'ont les étudiants de poser le problème d'une transformation des conditions de vie des travailleurs. C'est poser tout le problème de la culture et des connaissances.

L'U.N.E.F. met en cause tout le système des examens. Dans l'immédiat et dès cette année elle propose que leur forme traditionnelle soit modifiée ; que les épreuves soient passées avec les cours et les livres ; que les oraux prennent la forme de travaux en commun ou de discussion en groupe ; que l'examen perde sa forme d'un test unique pour devenir le résultat de tout le travail de l'année. A terme, nous pensons que tous les étudiants doivent obtenir leurs examens et nous nous prononçons donc pour leur suppression. Dès cette année, l'U.N.E.F. se prononce pour le boycott des examens, partout où le rapport des forces le permettra.

L'U.N.E.F. réaffirme son refus intransigeant de toute forme de sélection, que ce soit à l'entrée de l'Enseignement Supérieur — nous posons le problème du bac — que ce soit dans le cours des études supérieures. Nous demandons en revanche le développement d'une formation professionnelle égale pour tous, mettant fin à l'actuelle répartition des étudiants entre cycles courts et cycles longs.

En un mot, c'est à une réforme totale de l'enseignement français que l'U.N.E.F. appelle les étudiants. C'est dire que notre lutte ne fait que commencer.

(Propos recueillis par Rémy Grillaut)



Les 10 jours qui ébranlèrent l'Université

● **Vendredi 3 mai** : à 9 heures, la faculté des Lettres de Nanterre est fermée jusqu'à nouvel ordre par le doyen Grappin avec accord du recteur de l'académie de Paris et du ministre de l'Education nationale. En début d'après-midi, manifestation à l'intérieur de la Sorbonne. A 16 h 45, sur ordre du recteur Roche, la police fait évacuer la Sorbonne, embarque les étudiants. A 19 h et pendant 6 heures, violentes bagarres.

● **Samedi 4 mai** : le recteur de l'académie de Paris suspend les cours à la Sorbonne et l'annexe Censier. Le S.N.E. Sup appelle les enseignants à la grève. L'U.N.E.F. maintient une manifestation prévue pour le lundi. *L'Humanité* dénonce l'aventurisme politique de certains qui, « par leurs agissements, leurs violences, leurs injures ont provoqué cette situation ». (G. Bouvard.)

● **Dimanche 5 mai** : le ministère de l'Education nationale dans un communiqué dénonce « les groupes organisés qui veulent provoquer par leurs violences l'interruption du fonctionnement de certaines institutions universitaires. Il ne saurait admettre l'état de troubles permanents... ».

● **Lundi 6 mai** : Grèves et manifestations (organisées par l'U.N.E.F.). Heurts violents. 20 professeurs des

facultés des Sciences, dont M. Kastler, prix Nobel de physique, et Laurent Schwartz, appellent au soutien de la grève. Dans la matinée, Cohn-Bendit et sept de ses camarades sont traduits devant une commission disciplinaire, à la suite de « l'agitation » de Nanterre.

L'Humanité, par l'intermédiaire de G. Bouvard, dénonce « les agissements aventuristes des groupes gauchistes... ». Complaisante énumération des quelques A.G. qui ne suivent pas le mouvement. A 15 h et jusqu'à 18 h de violents accrochages opposent manifestants et service d'ordre (C.R.S. appelés de province), place Maubert. A 18 h 30, rassemblement place Denfert-Rochereau, la manifestation se dirige Bd Saint-Germain. Jusqu'à 1 heure du matin, dures batailles : barricades, voitures incendiées.

En province, manifestations à Grenoble, Strasbourg, Caen, Rouen. Grève totale en science et lettres à Clermont-Ferrand.

● **Mardi 7 mai** : au cours de la présentation protocolaire du nouveau bureau de l'Assemblée nationale au Président de la République, le général de Gaulle déclare : « Il n'est pas possible de laisser s'installer à l'intérieur de l'Université, les opposants à l'Université. Il n'est pas possible de tolérer les violences dans la rue... » Premier bilan : plusieurs centaines de manifestants blessés dont 60 admis à l'hôpital. Des grèves limitées ont lieu dans plusieurs lycées : Michel, Ivry, Montreuil.

A l'appel de l'U.N.E.F., une longue marche de 18 h 30 à minuit, rassemble 30.000 jeunes à travers Paris. « L'Internationale » est chantée sous l'Arc de Triomphe. Après minuit et jusqu'à 3 h 30, violentes bagarres au quartier latin.

En province, Toulouse, Bordeaux, Lyon, Marseille, Le Mans : défilés et meetings.

● **Mercredi 8 mai** : au Conseil des ministres, M. Peyrefitte déclare : « Le

gouvernement ne peut admettre le fanatisme et la violence ». L'U.N.E.F. et le S.N.E. Sup rappellent les trois conditions préalables pour reprendre le dialogue : a) départ des forces de police du quartier latin ; b) libération et amnistie des étudiants condamnés ; c) lever du lock-out des Facultés. Débats à l'Assemblée nationale. 20.000 personnes participent à 18 h au meeting de la Halle aux Vins et au défilé. Pas d'incidents. A Marseille, 3.000 personnes dont des travailleurs défilent dans la rue.

● **Jeudi 9 mai** : 11 heures, la grève continue. 14 h 30, la fermeture de la Sorbonne est levée. A 15 h, Jacques Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F., déclare : « l'ordre de grève est maintenu ». A 20 h, M. Peyrefitte décide de laisser la Sorbonne « fermée jusqu'au retour du calme ». 21 h 45, le S.N.E. Sup, solidaire des étudiants. Minuit, M. Roche déclare que le Conseil de l'Université ne siègera pas.

En province, manifestations, occupations des Facultés à Dijon, Lyon, Toulouse, Rennes.

● **Vendredi 10 mai** : reprise des cours à Nanterre. Fin d'après-midi, manifestation place Denfert-Rochereau.

A 17 h, 5.000 lycéens se rendent au rassemblement. 18 h 30, arrivée des étudiants et enseignants. 19 h 30, un cortège de 20.000 personnes se dirige vers la prison de la Santé. 20 h 40, les responsables de la manifestation se réunissent. 22 h 05, le recteur fait savoir qu'il est disposé à recevoir les responsables des étudiants, dialogue à la radio. 0 h 15, Cohn-Bendit, des étudiants et professeurs sont reçus par le recteur Roche. A 1 h 15, le vice-recteur Chalin déclare : « Nous avons essayé de négocier. Nous avons échoué... » La pseudo-discussion est consumée. Face au traquenard tendu

SPECIAL ETUDIANTS

Cette enquête a été réalisée par nos collaborateurs : Jacques Brisson, Alain Echegut, Jacques Ferlus, André Laude, Pierre-Daniel Tregnier.

● Reportage photographique de : Pierre Collombert et Elie Kagan.

par le gouvernement, il ne reste plus qu'une solution : se replier derrière les barricades (commencées à 21 h 15). Toutes les issues sont bloquées. A 2 h 15, les forces de police déclenchent leur sauvage répression. La bataille sera terminée à 5 h 30.

• **Samedi 11 mai** : la police est maîtresse du quartier latin. 10 h 30, les manifestants sont accueillis par des grenades lacrymogènes.

En province : Strasbourg, occupation de la faculté des Lettres. Bordeaux, Grenoble, Lyon, Tours, Lille, occupations et manifestations.

13 h, conférence de presse de MM. Sauvageot, Geismar et Cohn-Bendit, condamnant la répression policière et proclamant à nouveau les 3 points pour entamer le dialogue.

Un ordre de grève générale est lancé par tous les syndicats pour lundi.

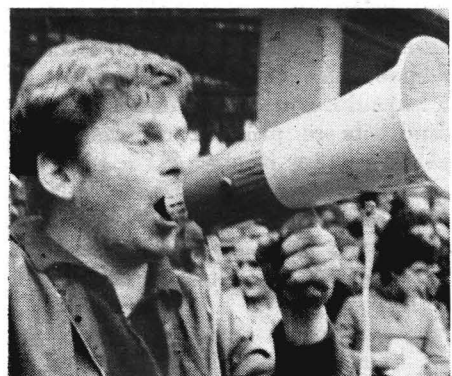
• **Dimanche 12 mai** : M. Pompidou, rentré de l'Afghanistan, au cours d'une allocution, déclare que la Sorbonne sera réouverte lundi. Les syndicats maintiennent l'ordre de grève générale. □

□ Les témoins de la nuit

Voitures incendiées, chaussées délavées, panneaux de signalisation arrachés, vitres brisées, débris de planches, branches d'arbres jonchant les trottoirs. Tel était le visage du quartier latin le samedi 11 mai au matin.

Remontant la rue Cardinal-Lemoine jusqu'à la place de la Contrescarpe, parcourant la rue de l'Estrapade, la rue d'Ulm, la rue Gay-Lussac jusqu'au Luxembourg, nous avons interrogé les habitants des quartiers, écouté parler les badauds avec les étudiants, essayant de définir la réalité des faits à la une des quotidiens (*).

A travers les témoignages recueillis, il est possible d'avancer plusieurs éléments, que seule l'image pourrait nous montrer d'une façon réaliste. En premier lieu, l'esprit qui anima ces jeunes étudiants, leur sang-froid, leur ingéniosité dans la bagarre ; c'était vraiment leur révolution. Deuxièmement, la brutale répression du service d'ordre, n'hésitant pas à violer les appartements pour rechercher les étudiants. En dernier lieu, la population des quartiers, surprise par l'ampleur de la révolte, mais de plus en plus solidaire au fur et à mesure des manifestations.



Daniel Cohn-Bendit



A.F.P.

Place de la Contrescarpe, un commerçant dont 75 % d'étudiants forment la clientèle, est surpris par l'ampleur des dégâts : « Ils n'ont jamais fait ça. Les vieux, les jeunes, ça ne peut plus aller. Ah ! les gens ont peur ; ce matin on faisait des provisions pour deux ou trois jours. »

Un peu plus loin, nous interrompons le bavardage de trois vieilles dames.

T.S. — *Vous avez vu la bagarre de cette nuit ?*

— C'était la fin, vers 5 h 30. Ce n'était pas beau, Monsieur. Les C.R.S. sont arrivés par là (rue Cardinal-Lemoine), les étudiants étaient là sur la place.

T.S. — *Certains étudiants se sont cachés dans les immeubles ?*

— Oui, à côté. Mais la police jetait des grenades, même dans l'appartement à côté, là, les gens étaient aux fenêtres. Ça piquait ce machin-là, une fumée, ah ! ce n'était pas joli. »

En remontant rue de l'Estrapade, deux 2 CV entièrement calcinées ; nous bavardons quelques instants avec un curé : « Tout le problème de la société est remis en cause. Les étudiants sont restés calmes jusqu'à 2 heures du matin, essayant de dialoguer avec le service d'ordre. Le problème de l'emploi se pose de plus en plus tragiquement à la jeunesse. Je ne suis pas optimiste. »

Au premier barrage de police, nous entamons facilement le dialogue avec un gardien de la paix, les yeux rougis : « ... Vous savez la radio, les journaux, tous pareils. Il y en a marre, ce n'est plus des manifestations... Ils étaient là-haut Monsieur (désignant le toit d'un immeuble), ils nous bombardaient de tout, et ça fait mal Monsieur. Où l'on va ! La Révolution culturelle, toutes ces modes !!! En-

fin, pour des gens intelligents, je ne sais pas. Vous savez, ils ne sont pas malheureux, ces fils de bourgeois. »

T.S. — *Il y a eu beaucoup de blessés graves ?*

— Oui ! des deux côtés... Mais vous savez, j'ai une fille de dix-neuf ans, elle prépare son bac technique, jamais elle n'aurait eu l'idée de faire ça. Puis, entre nous, les blousons noirs des banlieues étaient montés. Il n'y avait pas que des étudiants. »

Rue d'Ulm, nous bavardons avec une habitante d'un immeuble : « Les étudiants étaient grimpés sur l'immeuble en construction, ils avaient mis les casques et les vestes jaunes des ouvriers. »

T.S. — *Les C.R.S. sont entrés dans les appartements ou dans les immeubles ?*

— Pas ici, Monsieur.

Devant « l'Amitié franco-libanaise » transformée en poste de secours Croix-Rouge. Entre deux haies de gardes mobiles, des ouvriers déblaient la chaussée. Un contrôleur des P.T.T. nous explique l'attitude de la police : « Métro Mabillon, il était une heure du matin, je me baladais en spectateur neutre, j'ai été interpellé par la police : « Qu'est-ce que tu fais là espèce de branleur ? Barre d'ici ! » Il y en a un qui m'a mis un coup de pied au derrière, un autre voulait me filer un coup de matraque, je me suis sauvé. »

A l'intérieur du Franco-libanais, j'interroge le chef du poste de la Croix-Rouge ; mutisme complet : « Pas de blessés graves. Au plus, une ou deux fractures, mais accidentelles. »

T.S. — *On a dit que des blessés avaient été matraqués sur les bran-cards ?*

— Non, pas ici. » Et ailleurs ?...

Au bout de la rue d'Ulm, la rue

Gay-Lussac est barrée. Carcasses de voitures incendiées, chaussée complètement délavée, avec la pluie qui tombe, une boue noirâtre se forme. Mousqueton en bandoulière, les gardes mobiles impassibles barrent la rue.

Après bien des détours, évitant les dispositifs de police, nous pénétrons dans le périmètre. Une vieille dame, habitante d'un immeuble, a peu dormi cette nuit : « Les voitures incendiées ; avec la chaleur les vitrines éclataient. C'était affreux. »

T.S. — *Des étudiants se sont réfugiés dans l'immeuble ?*

— Oui, mais la police venait les chercher.

T.S. — *Il y a eu des blessés graves ?*

— Oui ! Ce n'était pas beau, non !.. »

Un peu plus loin, un concierge nous fait entrer dans sa loge, autour d'une tasse de café explique ce qu'il a vu : « C'était un gars de l'U.N.E.F., j'avais discuté avec lui avant l'attaque. Ce sont les C.R.S. qui l'ont poussé dans les vitres de la porte. Il criait : « Sauvez-moi, pitié. » Les C.R.S. l'ont tiré, il avait le cou arraché : « Sale vache, je vais te faire voir ce que ça donne ». Qu'est-ce qu'ils lui ont mis !!!

T.S. — *Les C.R.S. sont rentrés dans les appartements ?*

— Je certifie et affirme qu'ils sont rentrés à l'intérieur. Il y a eu violation de domicile.

T.S. — *Vous avez aidé les étudiants ?*

— Oui, Monsieur. Quand la police a employé les gaz, les étudiants ont demandé des chiffons ; les gens en ont envoyé par centaines... Moi, je suis un ancien, je ne peux pas expliquer tout cela. Ils ont un idéal, car pour attaquer les C.R.S. armés jusqu'aux dents, il faut être gonflé. »

En descendant le Bd Saint-Michel, des groupes d'étudiants et des badauds engagent des discussions. Parfois tout cela se passe à quelques mètres du service d'ordre impassible, étonné, parfois cynique dans le regard.

Un petit vieux qui travaille depuis longtemps dans le quartier, ne comprend pas : « Moi, les étudiants, je les connais bien. C'est pas eux qui ont fait ça. »

T.S. — *Vous étiez au courant des manifestations ?*

— Oui, mais je ne m'attendais pas à ça... Vous savez je suis vieux, ma retraite on en parle jamais de celle-là ! »

Ces manifestations ont regroupé des étudiants, mais aussi des lycéens et des jeunes travailleurs. Nous les avons vus. Non, ce n'était pas un monôme, ni un défilé classique de la République à la Bastille. C'était tout autre chose, le constat d'échec d'un système, d'un régime, la réponse d'une jeunesse face à l'ordre établi.

ignorant ou voulant ignorer l'acuité des problèmes. Aujourd'hui le quartier latin. Et demain ?... □

(*) Samedi 11 mars dans l'après-midi.

□ Les lycéens aussi

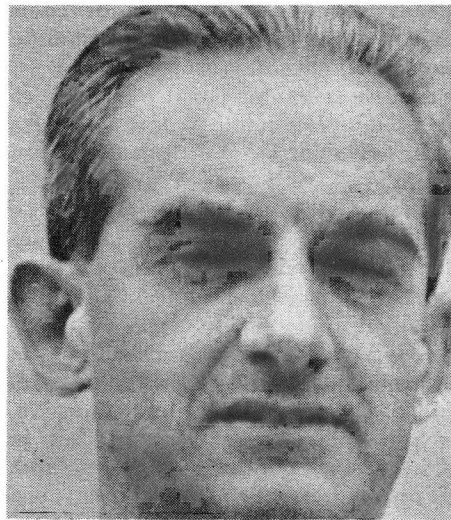
Des milliers de lycéens sont descendus la semaine dernière dans la rue, pour manifester leur solidarité avec leurs camarades étudiants. Professeurs en tête, ils ont défilé de la gare de l'Est au Quartier Latin. Quelques jours plus tôt, les plus déterminés d'entre eux se faisaient matraquer sur les barricades de la rue Gay-Lussac ou de la rue d'Ulm.

Simple effervescence ? Non. Le temps des monômes et des chahuts est maintenant dépassé. De Rennes à Strasbourg et de Lille à Marseille, plus de 40.000 adolescents, de la troisième à la classe terminale sont désormais solidaires d'un même combat. Quel est-il ? Qui sont-ils ? Et que veulent-ils ? C'est avec le sérieux des jeunes gens, qui se sentent déjà des hommes et des femmes responsables, que les lycéens, membres des Comités d'Action ont répondu à ces quelques questions.

Un phénomène de génération spontanée

Mouvements de revendications quasi spontanés — du moins sans grande préparation — les C.A.L. sont nés des grèves intersyndicales des mois derniers. L'exclusion d'un de leurs camarades du lycée Carnot a cristallisé leur action. Depuis, ils s'organisent.

Personne ne s'y attendait. Pour la première fois depuis des années, le 4 décembre dernier, dans huit lycées parisiens, un mouvement de grève est lancé par des élèves et largement suivi. Au réfectoire de Louis-le-Grand, par exemple, un comité de grève se



Conseil aux proviseurs :
« D'abord l'ordre »

constitue et décide de soutenir la manifestation organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et l'U.N.E.F., pour protester contre la politique gouvernementale des ordonnances. Le mouvement fait boule de neige. A Turgot, Decour, Buffon, Camille Sée, Condorcet, 90 % des élèves de première et des classes terminales n'assistent pas aux cours du 13 décembre. Par l'intermédiaire des Comités Vietnam, des dizaines de jeunes gens et de jeunes filles sont prévenus. A Buffon, 200 d'entre eux se heurtent violemment aux forces de police. Il y a des blessés.

Des réunions, auxquelles participent de nombreux professeurs se multiplient. Un comité d'action de lycéens se constitue au lycée Jacques Decour. Mais ce n'est qu'un début. Pour protester contre le sous-développement et la mauvaise adaptation actuelle de l'enseignement du second cycle, première et classes terminales des lycées, les syndicats de professeurs du second degré affiliés à la Fédération de l'Éducation nationale, appellent le 26 février leurs adhérents à une grève de 24 heures. « Ces revendications nous concernent. Les professeurs manifestent pour nous. Nous devons assurer la réussite totale

de la grève au mépris des cours que certains professeurs tiendraient à assurer » proclament les tracts diffusés par les élèves. Spontanément, des lycéens se regroupent, s'organisent, rencontrent leurs professeurs. Bénéficiant de l'appui des maîtres et des surveillants, des C.A.L. se multiplient.

L'affaire

Pour demander la réintégration d'un élève de Condorcet, menacé d'exclusion pour avoir incité ses camarades à venir en classe le 11 janvier afin de récupérer les journées de vacances des 21 et 22 décembre, près de 400 lycéens manifestent dans le quartier Saint-Lazare. De part et d'autre, les passions s'échauffent. Finalement, Nicolas B. expulsé de Condorcet, sera réintégré quelques jours plus tard au lycée Voltaire, sur intervention du ministère de l'Éducation nationale.

Encouragés par l'extension que prend leur mouvement, les lycéens organisent des stages de formation, et commencent à élaborer le programme d'une campagne nationale d'action. Un collectif provisoire, d'une vingtaine de membres, est chargé de coordonner la lutte des comités locaux. Un véritable bulletin d'agitation, « Liasons », tiré à 250 puis à 300 exemplaires est envoyé dans tous les lycées de France.

Après les événements des jours derniers, des C.A.L. existent désormais dans tous les lycées, et commencent à se créer jusque dans les établissements privés.

Non au lycée prison

Groupes de pression, qui n'ont ni l'idéologie d'un parti politique, ni la structure d'un syndicat, même si leurs sympathies de gauche sont nettement affirmées, les comités d'action de lycéens s'insurgent d'abord contre les perles des règlements scolaires, que l'on prétend leur imposer.

Sous prétexte de discipline, on veut faire en effet des lycéennes et des lycéens d'aujourd'hui, les parfaits modèles des écoliers du début du siècle. La rigidité du pli d'une jupe, et la rigueur d'un nœud de cravate, sont presque aussi importants que les notes obtenues dans le travail scolaire. L'appartenance au Comité Vietnam risque désormais de conduire l'élève devant le conseil de discipline. La liberté d'opinion et la liberté d'expression devraient pourtant figurer dans les règlements intérieurs de nos lycées. Il est inconvenable, en plein XX^e siècle, de refuser à un adolescent de 18 ans de s'ouvrir aux problèmes d'un monde qui le concerne, même s'il doit en débattre avec un brin de passion et de romantisme. En août, les rapports entre l'admi-

COMMUNIQUE DU P.S.U.

Paris, le 9 mai 1968 - 20 h

Le gouvernement gaulliste continue à jouer avec le feu ; il porte l'écrasante responsabilité de prolonger à l'Université une situation tendue qui peut à tout moment dégénérer en affrontements violents. Pour se tirer d'une passe difficile, le ministre Peyrefitte a laissé entendre hier soir que les Facultés de Nanterre et de Paris pourraient être rouvertes aujourd'hui. En fait, il ne songeait qu'à mettre en place un système de filtrage par les C.R.S. et à imposer la reprise des cours en présence et sous le contrôle des agents de la répression. Certaines forces politiques qui n'ont pas hésité à insulter les étudiants pendant que ceux-ci se battaient, tentent aujourd'hui avec impudeur de changer le sens de leur combat afin de s'approprier leur victoire.

A l'appel de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup, les étudiants, les lycéens et de nombreux enseignants, ont fait hier soir la preuve de leur sang-froid et de leur patience. On se tromperait lourdement si l'on voulait voir dans cette attitude un manque de résolution ; on prendrait des risques graves à vouloir prolonger le petit jeu de la division entre étudiants ou de l'isolement de ceux-ci par rapport à une opinion publique qui comprend de mieux en mieux le sens de leur combat.

L'U.N.E.F. a posé trois conditions préalables à toute discussion. Aucune de ces conditions n'est remplie. En conséquence, la lutte ne peut que continuer et que s'intensifier.

Le P.S.U. assure les étudiants de sa solidarité totale. Il appelle ses militants dans les Facultés et dans les Lycées à se mobiliser toujours plus intensément sous la direction que le mouvement étudiant s'est donnée et qui est seule qualifiée pour déterminer les formes de son combat.



nistration, les professeurs et les élèves n'ont guère changé depuis Napoléon. Le lycée, n'est pas le lieu principal de l'épanouissement de l'adolescent. Il veut cesser d'être un assisté et devenir un responsable, auquel on reconnaît le droit de participer à la gestion de son établissement.

Contre la sagesse démagogique du Conseil intérieur

La plupart des proviseurs, n'autorisent pas encore la participation de leurs élèves aux assemblées intérieures des lycées dont l'importance n'échappe pourtant à personne. Composé le plus souvent du directeur, du censeur, d'un surveillant général, de professeurs élus par leurs collègues, et d'un représentant des agents, le Conseil intérieur des lycées par exemple, règle une fois par mois, la vie matérielle et intellectuelles des lycées. Les emplois du temps, la date des compositions, les réparations à effectuer sont de sa compétence. On comprend toute leur importance. Mais avoir un strapontin est une chose, et avoir le droit de présenter ses revendications en toute quiétude en est une autre. Or jusqu'à présent, quand l'administration a convoqué des élèves, c'est pour désamorcer des menaces d'agitations trop bruyantes, en pratiquant la politique de la carotte et du bâton.

Contre l'arbitraire de la sélection de l'orientation

Mais l'entrée des élèves au sein des conseils internes, implique que leur soit aussi reconnu le droit de contester des méthodes d'enseignement, qu'ils réprouvent. La sélection à l'entrée dans le second cycle prévue par le plan Fouchet, soulève leur indignation. D'autant, disent-ils, qu'elle est le plus souvent arbitraire. « La création de barrages successifs de la sixième à la classe terminale, permettra seulement à une minorité d'accéder aux études longues ; la majorité d'entre nous ne recevra qu'une formation professionnelle étroite. Cela est inadmissible » ont-ils depuis longtemps constaté.

Leur participation massive aux manifestations étudiantes de ces derniers jours, souligne leur inquiétude face à des problèmes qui demain seront leurs. Leur lucidité et leur courage, ont fait en tout cas des comités d'action lycéens, l'un des éléments de la contestation globale d'une quiétude qui se meurt. □

□ L'élan de la rue

Depuis dix jours le rythme de notre train-train quotidien a été brisé. Pendant quelques journées nous sommes passés du rôle de témoins à celui d'acteurs. Nous avons fait de l'histoire.

La nuit de vendredi à samedi a été le point culminant de ces jours de fièvre. Ça n'était pas la révolution. Pourtant, la quasi-totalité de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont participé aux combats contre les « chiens de garde » du régime bourgeois, ont connu cet « élan vital » qu'évoquait, la semaine dernière, lors du colloque consacré à Marx par l'Unesco, le philosophe Herbert Marcuse, impitoyable analyste des contradictions, des maladies, des fantasmes de la « Société industrielle. »

Il y a eu durant cette nuit des minu-

tes exaltantes. Une mutation mystérieuse, rare, s'est opérée dans les esprits et les cœurs. Ceux qui ont élevé les barricades n'oublieront pas de sitôt l'espèce de joie profonde, l'espèce de vertige sans limites qui se sont emparés d'eux.

C'était comme si brutalement un couvercle sautait, libérant des éner-



A.F.P.

gies depuis toujours réprimées. C'était comme si une longue solitude prenait fin. Une fois encore preuve était donnée que l'homme n'est pas la création de la nécessité, mais la création du désir. Admirable et tragique spectacle à la fois ! Moment de vérité unique. Soudain tout était aboli : l'angoisse, la peur de la mort, l'inquiétude de la vie. Le regard de chacun balayait un vaste horizon possible dans le frémissement des dra-

peaux rouges. La négation devenait affirmation. Affirmation d'un monde nouveau, urgent, absolument nécessaire. Ce n'étaient pas des trognes de flics complètement paumés que les pavés visaient : c'était tout ce qu'une jeunesse, étudiante et travailleuse, brutalement révélée à elle-même, une jeunesse éclatée hait de toute la violence de ses poings. Le désespoir hurlait l'espoir. Nous montions véritablement à l'assaut du ciel.

Parfois, les peuples s'arrachent aux chaînes des tabous, émergent des ténèbres, pénètrent en pleine lumière, créent spontanément la vie. Ici, je songe aux admirables pages que Jacques Berque a consacrées dans *Dépossession du monde* aux fêtes de l'indépendance algérienne. Un peuple, ivre, lâché dans les prairies de la liberté. Je songe encore aux témoignages sur la *Commune de Paris*, sur la *révolution allemande de 1918*. Les hommes font la fête. La fête est une nécessité humaine. Ceux de 89 l'avaient compris qui ont tenté de substituer aux rites chrétiens, des rites nouveaux.

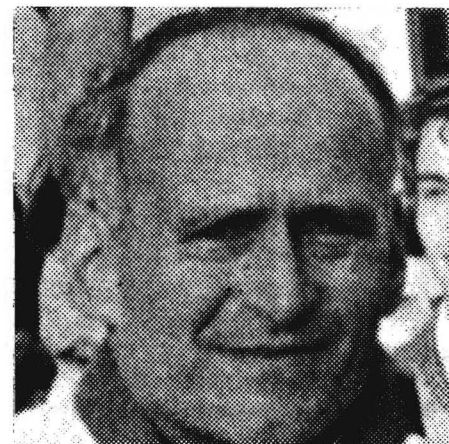
Aujourd'hui, dans nos sociétés où nous vivons le « cauchemar climatisé » dénoncé par Henry Miller, la fête est interdite. Les interdits sociaux engendrent des interdits moraux. Le citoyen mutilé hante un royaume d'apparences. Etranger à lui-même, il affronte un irrationnel que les mass-media tentent de « rationaliser ». L'« absurde » est présenté comme une catégorie du « normal ».

L'individu révolutionnaire, isolé, minoritaire, accablé par le silence des masses, n'ose plus croire que la fête soit encore accessible. Puis, soudain, les faits s'enchaînent, faits politiques, quotidiens, apparemment simples, il devient fragment de foule. Il donne sa fièvre et reçoit celle des autres. 30.000 individualités inventent un seul être, en proie aux fulgurantes obsessions. Miracle : *La vie change, le monde se transforme*. Le projet devient réalité. La vieille terreur enfouie au plus noir de l'esprit, est noyée par une aube sans nom. Polices du monde, craignez ceux qui ont touché le cœur brûlant de la liberté. □

□ Dans les quartiers ouvriers

Les discussions allaient bon train dans le petit café de banlieue samedi dernier. Pour une fois on avait autre chose que le tiercé ou les faits divers du « Parisien libéré ». Ce journal connaissait d'ailleurs quelques critiques de la part de ces lecteurs : « Ils déforment tout ce qui s'est passé, moi je ne peux pas croire que ce sont les jeunes qui ont mis le feu aux voitures... — Et si tu crois qu'à la télé... ? — Oh, moi dans des cas comme ça, je ne la regarde plus... »

Mais peu à peu les propos dépassent le stade du fait divers on essaie de comprendre pourquoi tout cela s'est produit : « Des excités,



Laurent Schwartz : A.F.P.
l'honneur

vous n'allez pas me dire qu'on accepte de se faire bourrer la g... toute une semaine pour le plaisir. S'ils en sont arrivés là c'est qu'ils ont une raison. — Mais à la télé ils ne font jamais parler les étudiants... — Ils ont reçu des ordres, c'est sûr. — Moi, j'ai écouté la radio toute la nuit, s'il n'y avait pas eu ma femme, je serais parti au quartier latin. — Qu'est-ce que tu aurais fait, pourquoi — Je n'en sais rien, mais je sens qu'ils ont raison et qu'on n'a pas le droit de les laisser seuls. »

Puis on parle des étudiants : « Tiens, mon fils, on se saigne pour ses études, mais je me demande à quoi va lui servir tout ce qu'il apprend. On ne lui demande que de réussir des examens, mais son diplôme à quoi ça va lui servir ? — Il faudrait qu'on puisse discuter avec des étudiants, mais il faut que ça se calme un peu. — Tu crois que tous les étudiants sont du même avis ? Si ceux qui manifestent em... les autres, tant mieux, ça les fera réfléchir. Peut être que plus tard il y aura moins de ces types qui en ont plein la bouche quand ils prononcent le mot cadre. »

Sur un ton admiratif un ouvrier syndiqué tire la conclusion : « Ils sont quand même gonflés. Ils ont fait ce que les ouvriers auraient

COMMUNIQUE DU P.S.U.

Paris, le 10 mai 1968 - 12 h.

Parce que le P.S.U. n'a jamais accepté la moindre tentative de confiscation par les appareils extérieurs du mouvement étudiant,

Parce que, dès le vendredi 3 mai, le P.S.U. s'est affirmé solidaire des luttes étudiantes, sans restriction,

Parce qu'aujourd'hui les communiqués et les déclarations ne suffisent plus, que les provocations policières voulues par le gouvernement deviennent de plus en plus intolérables pour les universitaires, qu'en conséquence les risques d'affrontement sont grands,

Le Parti Socialiste Unifié appelle tous ses militants de la région parisienne, tous ses sympathisants à rejoindre la manifestation convoquée à 18 h 30 à Denfert-Rochereau par l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup. Ces militants et sympathisants suivront en tout point les mots d'ordre et consignes des responsables étudiants. □

dû faire depuis longtemps. Deux fois par an on use nos godasses entre la République et la Bastille et ça ne sert à rien. Eux en huit jours ils ont tout changé. Moi je reprends confiance. »

On t'élimine

Au quartier latin l'ambiance est différente. C'est samedi, nombreux sont ceux qui sont venus voir. Et tout le long du boulevard Saint-Michel, encadrés par les forces de police, des petits groupes se constituent et discutent. Il y a là des étudiants et des travailleurs.

« Non, ce n'est pas nous qui avons commencé les violences. — D'accord avec vous, les flics je les ai suffisamment pratiqués au moment de la guerre d'Algérie. » Ailleurs on essaie de savoir ce que veut le mouvement étudiant : « C'est contre le gouvernement que vous vous battez ? — Oui, et contre tous ceux qui ne font rien pour que ça change. — On en a un plein dos d'être traités comme des minus. — Oh tu sais, dans ma boîte c'est pas mieux. Dès que tu te permets d'avoir une petite idée on t'élimine. — Alors il faut venir avec nous, vous battre avec nous. — Je n'ai pas le courage, et puis vous, vous n'avez rien à perdre. »

Un peu plus loin, un autre groupe. Un ouvrier parle : « Vous avez du mal à vous faire entendre, toute la politique est pourrie. — Pas toute, réplique un étudiant. — Mais si, vous pouvez les prendre tous, regardez ce qu'ils écrivent dans « l'Humain ». Waldeck a peur. Et Guy Mollet ? Si on leur disait : enlevez-vous de là on va mettre des jeunes, eux aussi iraient chercher les flics. — Alors il faut faire la révolution ? Commencez par faire sauter la télé et ça ira mieux. »

C'était vraiment un meeting permanent qui se tenait samedi sur les débris des barricades. Dimanche les « bourgeois » endimanchés déambulaient à nouveau sur le boulevard Saint-Michel entre deux haies de gendarmes décorés comme des marcheurs soviétiques et personne n'osait leur dire qu'ils avaient mené une bien triste bataille. □

□ Les armes employées

Au cours de la conférence de presse du samedi 11 mai, les responsables étudiants ont dénoncé l'emploi par les forces de police de grenades à gaz C.S. (utilisé aux U.S.A.), particulièrement dangereux, pouvant provoquer la mort, interdites par la Ligue des Droits de l'Homme.

Certains témoins ont affirmé avoir vu des grenades offensives et des grenades au chlore :

— la grenade explosive offensive, utilisée en Algérie, d'une portée de 25 à 35 mètres. Son rayon d'efficacité est de 8 à 10 mètres. Elle a un effet de souffle.



— la grenade au chlore, utilisée la première fois en 1914, attaque les muqueuses. Le chlore est suffocant et très irritant. □

□ Les médecins affirment

Il est peut-être encore tôt pour dresser le bilan définitif des blessés. Lundi 13 mai, la situation se résumait ainsi : trois blessés graves à l'hôpital Cochin, blessures occasionnées par l'explosion des détonateurs de grenades : amputation d'une main, et deux fractures ouvertes à la jambe et au pied. A l'hôpital Laennec, nombreux brûlés et risque de cécité partielle dans certains cas.

Dimanche 12 mai à 21 heures, le Dr Khan a tenu une conférence de presse à l'amphithéâtre 32 de la faculté des Sciences, quai St-Bernard.

Il a porté des accusations contre les autorités ayant permis l'utilisation d'un gaz particulièrement dangereux le C.S. : « Au Foyer libanais, de nombreux intoxiqués présentaient des symptômes sévères : irritations oculaires et bronchites, vomissements et nausées incoercibles. Le CS est un produit extrêmement dangereux, sur lequel il n'existe aucune toxicologie connue en France. J'ai avisé l'Assistance publique qu'un toxique avait été utilisé dans les rues, que les médecins ne possédaient aucune documentation sur ce gaz et j'ai demandé une enquête de l'A.P. auprès des médecins responsables de la préfecture de police. A 18 h, l'A.P. a obtenu l'aveu formel : trois sortes de grenades ont été utilisées, dont certaines au chlorocétophénane (produit pris pour du chlore) et des projectiles au C.S. »

M. Grimaud, quant à lui, n'a rien vu, ni senti : « Un seul type de gre-

nades ». L'essentiel, il est vrai, était de maintenir l'ordre à tout prix. Du gaz C.S. au coup de feu, il n'y a qu'un pas. □

□ LE P.S.U. et les luttes universitaires

Nous publions ici le rapport présenté par Abraham Béhar au Comité politique national, rapport qui avait été écrit le 7 mai 1968, avant les événements que l'on sait.

Nous le publions tel qu'il était, la résolution jointe donnant l'appréciation du parti, compte tenu des derniers développements.

La stratégie d'alternative socialiste suppose notre engagement dans toutes les luttes qui comportent une contestation du pouvoir établi et du type de société qu'il perpétue. C'est pourquoi, au même titre que les luttes sociales (ouvrières et agricoles), le combat pour le droit à la santé, etc., le champ universitaire est un terrain d'action très important et de plus largement spécifique.

Que se passe-t-il dans l'Université ?

En Europe, dans toutes les capitales, le mouvement étudiant est passé à l'action. La fraction progressiste de

COMMUNIQUE DU P.S.U.

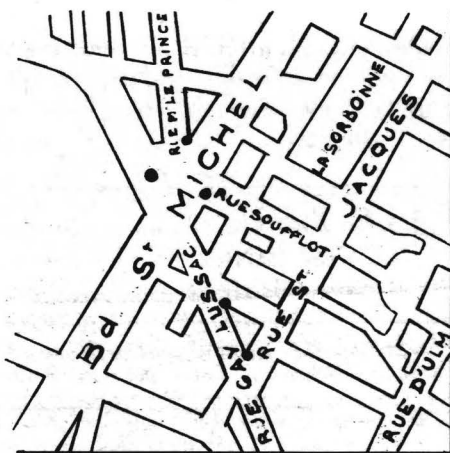
Paris le 11 mai 1968, 7 heures

Pour la seconde fois en une semaine, de Gaulle a jeté le masque. Il savait fort bien que la manifestation de la nuit dernière se déroulerait dans le calme s'il prenait l'engagement formel de relâcher les étudiants emprisonnés et ouvrirait totalement les locaux universitaires. Les directions syndicales de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup en avaient donné la preuve en acceptant mercredi de retarder de deux jours la réalisation de leur objectif, le retour à la Sorbonne, en signe de responsabilité politique et en attente d'un geste d'apaisement gouvernemental que le ministre avait annoncé à l'Assemblée nationale.

Au lieu de quoi, le régime a tapé. Délibérément, il a choisi la voie de la répression sanglante. L'Université de France est morte hier soir, elle est remplacée par la police. Le régime en outre a menti sur trois points : la police n'a pas été attaquée, c'est elle qui a allumé tous les incendies, c'est elle aussi qui a employé des gaz à base de chlore.

Cette sauvagerie délibérée doit ouvrir les yeux à tous les Français : l'admirable combat des étudiants et des professeurs est aujourd'hui leur affaire.

Le P.S.U. a participé depuis le 3 mai et toute cette nuit au combat des étudiants. Il appelle aujourd'hui tous ses militants et tous les travailleurs à manifester leur solidarité avec les étudiants sur le plan matériel comme sur le plan politique, et à se tenir prêt à participer à l'immense protestation collective que vont organiser les dirigeants du mouvement étudiant.



Les barricades du périmètre

celui-ci a pris l'initiative, soit seule (Berlin, Rome, Londres, Paris, etc.), soit en liaison avec les travailleurs (Madrid, Prague, etc.). Si apparemment les objectifs semblent différents (contestation de l'Université libérale ici, d'une bureaucratie étouffante ailleurs...), on peut noter cinq éléments convergents :

1. — Le point de départ des actions est universitaire, et résulte d'une prise de conscience du statut d'aliéné que réserve l'enseignement supérieur aux étudiants : partout la condition étudiante est rejetée, parce qu'elle est celle de sujets de seconde zone, d'assujettis, tant par les méthodes d'enseignement (la connaissance étant un privilège que ses détenteurs consentent à exposer doctrinalement sans acceptation de critiques) que par le sens même de cet enseignement, trop souvent calqué sur l'idéologie dominante.

2. — Les premiers objectifs sont aussi universitaires et portent sur la mise en place de structures de contestation (contre-examens, contre-université, etc.) ; dans l'ensemble tous les raccourcis négligeant les problèmes des facultés (par ex. : tout appel limité au soutien de la révolution cubaine ou tout ouvriérisme) n'ont pas abouti.

3. — Mais les premiers objectifs sont très vite dépassés ; il y a une radicalisation rapide des luttes étudiantes. En effet, derrière l'institution universitaire, c'est toute la société qui est remise en cause.

4. — La répression anti-étudiante a été sévère, avec de véritables appels au meurtre de la presse réactionnaire (par ex. en Allemagne ou en France où *Minute* appelle ouvertement au massacre des étudiants). Des enseignants conservateurs appelant au secours la police. Mais devant l'épreuve de force l'institution universitaire s'effondre et laisse agir la répression policière. Il y a donc une petite nuance avec le caractère implacable et institutionnel de la répression anti-ouvrière (dont l'entreprise se charge pour une grande part).

5. — Ce sont les mouvements étudiants franchement politiques, dont les objectifs dépassent le cadre de l'université, qui ont su se mettre à la tête du mouvement : ainsi, le S.D.S. en Allemagne, les étudiants du P.S.I.U.P. et les marxistes-léninistes

en Italie, ont réussi à entraîner l'ensemble des courants progressistes, sauf les étudiants communistes dont la ligne politique revient à une acceptation de fait de l'Université conservatrice.

En France, on retrouve bien sûr le reflet de cette crise, et l'acharnement mis à réprimer le mouvement de Nanterre et les manifestations de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup est très significatif à cet égard. Mais deux raisons essentielles expliquent le visage particulier, spécifique des luttes universitaires françaises :

1. — La France possède un syndicat progressiste étudiant sans équivalent en Europe. L'U.N.E.F. a depuis longtemps analysé et compris l'importance de la crise et en a tiré les conséquences. Bien plus, elle a su trouver des alliés dans le corps enseignant, tout spécialement parmi les syndiqués du S.N.E.-Sup (F.E.N.). Un tel mouvement permet un type d'action mieux coordonné et plus efficace que dans les autres pays.

2. — Le Gouvernement gaulliste a un projet universitaire qui est cohérent à l'origine. Que ce soit la réforme Fouchet (qui porte sur la scolarité) ou les projets Peyrefitte (portant sur la sélection des étudiants et l'adaptation de la pédagogie) au départ ces réformes sont destinées à résoudre la crise structurelle de l'Université dans un sens favorable au néo-capitalisme ; dans l'application, des compromis sont passés avec les potentats de l'enseignement supérieur. Mais néanmoins, dans la me-

sure où le gaullisme entre en lutte pour appliquer ses réformes avec l'Université libérale, le mouvement étudiant est obligé de se battre en France sur deux fronts.

Quels sont les enjeux de la bataille ?

1. — C'est dans l'enseignement supérieur que se trouve à la fois la formation des chercheurs et des techniciens hautement qualifiés, et les organismes de recherche scientifiques publics. Or, dans la compétition internationale, ce qui compte de plus en plus comme facteur de développement et comme moyen de concurrence, c'est le niveau scientifique moyen. La recherche en effet commande en grande part la productivité des entreprises (en introduisant de nouvelles techniques) et peut être enfin génératrice elle-même de nouvelles industries (comme l'informatique). Le contrôle de l'Université est donc un enjeu fondamental et pour le gouvernement et pour les capitalistes extérieurs (le « marché des cerveaux » devient aussi important que le marché des matières premières).

2. — Mais pour être pleinement utilisable, il faut non seulement prendre le contrôle de l'Université, mais aussi résoudre sa crise interne. Or, les structures sont totalement archaïques ou inadaptées. Non seulement le cloisonnement persiste et le mandarinat se développe, mais le flux croissant des étudiants fait craquer l'institution de toute part. A la prochaine rentrée, cette crise structurelle sera au maximum, et les ré-

formes gouvernementales n'y pourront rien.

Surtout qu'à côté de cette crise, somme toute soluble par nos gouvernants, se développe une crise bien plus profonde, touchant le message même que délivre l'institution. Les enseignants y croient de moins en moins, et surtout les étudiants le contestent de plus en plus. Ici, c'est l'idéologie même, fabriquée par l'Université, qui vacille. Cette crise, qui transparaît dès maintenant et qui s'aggravera à la rentrée, le gouvernement gaulliste ne peut en aucun cas la résoudre.

Les enjeux sont ainsi délimités :

- pour l'Université libérale conservatrice, c'est la lutte pour la vie, et le refus de toute remise en cause ;
- pour le gouvernement, la mise en place rapide de mesures réglant la crise structurelle en particulier en aggravant l'élimination des étudiants dès l'entrée dans le supérieur, et en contrôlant totalement la recherche ;
- pour les forces de contestation, principalement étudiantes, une action à la fois sur les structures, mais aussi une contestation de l'idéologie officielle, et ceci avant même la rentrée prochaine, reste la seule voie offerte.

Que doivent faire les militants P.S.U. pour cette rentrée ?

Il revient aux E.S.U. d'être le mouvement d'avant-garde de l'action étudiante et ceci y compris dans leur syndicat, l'U.N.E.F. Pour assurer ce rôle ils ont à appliquer dans l'Université la stratégie globale du Parti, et à s'appuyer sur les besoins de changement profonds des structures pour contester radicalement l'idéologie dominante dans l'institution. Cette ligne, qui revient à donner au P.S.U. un rôle prédominant dans les luttes universitaires, n'est possible :

a) *que si toute alliance avec les forces de conservation est rejetée.* Or, dans l'Université, la F.G.D.S. est quasi absente en tant que groupe actif ; par contre, le P.C. et son appendice bien contrôlé : l'U.E.C. joue un rôle important. Or, en faisant constamment dévier les luttes étudiantes dans la seule réclamation quantitative (des locaux, des crédits, des restaurants...) ; en volant au secours des pires réactionnaires de l'Université dès qu'ils sont en péril (comme à Nanterre) ; en proposant une réforme de l'Université qui ne remet jamais en question l'idéologie dominante, le P.C., dans le domaine universitaire, se comporte donc objectivement comme un grand défenseur de l'institution libérale. De plus, son attitude devant la répression policière aggrave encore cette impression.

b) *que toute tentative ouvriériste ou au contraire de repli sur soi-même soit rejetée.*





c) que des objectifs clairs soient assignés dès maintenant aux militants du P.S.U. pour la rentrée :

- outre le nécessaire travail d'explication politique des enjeux de la bataille ;
- outre les propositions de réforme de structures très profondes à proposer (cf. Programme) — en sachant qu'ils ont des limites, la force d'assimilation, de digestion, d'intégration de l'institution est incommensurable — ;
- outre la nécessaire méfiance devant toute cogestion avec l'Etat actuel (véritable alliance du pot de fer et du pot de terre) ;
- outre le renforcement de l'organisation étudiante, l'U.N.E.F., qui est très largement représentative ;

C'est aussi une contestation idéologique qu'il faut maintenant organiser sur des bases solides. Elle devra être animée, soutenue, étendue progressivement, grâce à des structures adaptées. Ce peut être, selon les possibilités locales et le niveau de conscience des étudiants :

1) des comités enseignants-étudiants (ce qui permet, dans des structures de dialogues, de scinder le corps enseignant en partisans de la contestation étudiante et en adversaires) ;

2) les universités critiques, c'est-à-dire la démonstration effective qu'un autre enseignement avec un autre contenu et d'autres méthodes est possible (en sciences, en créant de toute pièce un enseignement technologique contestant les grandes écoles, par exemple ; en lettres en mettant à l'ordre du jour les grandes questions actuelles — impérialisme, capitalisme, presse aux ordres, etc. — dans tous les cas en liant la connaissance à ce que sera réellement la profession et son contenu social, etc.). Mais surtout le rôle des militants P.S.U. devrait être de faire déboucher les « universités critiques » en « universités créatrices » c'est-à-dire porteuses de véritables solutions à la crise culturelle globale de la société.

3) dans le même ordre d'idée, et en liaison étroite avec les étudiants, les comités d'action de lycéens pourraient aussi trouver des structures de critiques massives et des solutions nouvelles à leur enseignement.

En quoi ces objectifs concernent-ils tout le Parti ?

Ce n'est pas seulement parce que nos adversaires ont choisi le champ universitaire pour leur politique que nous devons y être présents, c'est aussi parce que toute action socialiste, toute possibilité d'alternative au pouvoir actuel passent par une définition et une politique de la science et une politique d'éducation effectivement socialiste.

Sur le plan tactique de plus, le terrain universitaire permet une percée plus rapide que sur les autres terrains.

Le grand risque serait de laisser s'installer une coupure totale entre luttes étudiantes et luttes ouvrières.



Les professeurs Kastler et Monod au cours de la nuit du 10 au 11 mai

Si une assimilation abusive des unes et aux autres n'est pas la solution, c'est dans l'explication réciproque que l'ensemble du parti doit s'atteler.

Dans un premier temps, la signification des luttes étudiantes doit être expliquée aux camarades, et au-delà aux travailleurs engagés dans d'autres luttes.

Le parti a aussi à entraîner les enseignants et les chercheurs socialistes dans la lutte étudiante ; cette lutte est pour l'instant la plus claire et la plus simple pour séparer les enseignants progressistes des conservateurs.

Il ne suffit pas de s'affirmer solidaire des luttes des E.S.U., il faut aussi tous ensemble s'y engager, de la même manière que les E.S.U. se trouvent engagés par l'ensemble de l'action du parti. □

□ Résolution du Comité politique national du P.S.U.

Dix ans après le coup de force du 13 mai 1958, le régime gaulliste montre sa véritable nature : après avoir détruit toute possibilité de débat démocratique sur les problèmes essentiels à la vie du pays, il ne fait face aux expressions d'une crise aggravée et généralisée par cet autoritarisme, que par l'usage de la force.

Face aux paysans, face aux mineurs, face aux jeunes travailleurs touchés par la crise de l'emploi, l'Etat répond de plus en plus par la répression. Devant les étudiants, étant absolument incapable de répondre, il a déchaîné sa police, uti-

— le droit au débat politique et syndical dans l'Université.

— la transformation du contenu de l'enseignement pour faire cesser la pression sociale actuelle, permettre à chaque étudiant de jouer un rôle positif dans l'évolution d'une société développée, mettre en cause les fondements d'une société de consommation qui ne peut s'inspirer, dans les conditions actuelles, que du modèle américain.

— la place de l'enseignement supérieur par rapport à un système de production qui repose sur l'exploitation capitaliste ;

L'Université doit servir à la mise en cause de ce système qui s'appuie sur des procédés d'intégration et de répression dont les examens, dans l'enseignement même, sont à la fois l'instrument et le symbole.

Les mécanismes de l'Université libérale et technocratique se trouvent aujourd'hui bloqués : démissions de professeurs, grève des examens, occupation des locaux, débats à l'intérieur ou à l'extérieur des facultés ou des grandes écoles, pour critiquer les cours ou créer de nouveaux types d'échanges entre professeurs et étudiants. Dans de telles conditions, il n'est plus possible d'en revenir à la situation antérieure. Ce mouvement qui se développe dans d'autres pays européens ne peut que grandir en France ; il est essentiel qu'il se développe encore.

Le P.S.U. engage donc l'ensemble de ceux qui comprennent l'enjeu de la lutte étudiante à trouver les formes les plus concrètes pour manifester leur appui :

— en empêchant toute tentative de « récupération » partisane qui empêcherait de donner au mouvement étudiant sa pleine signification politique.

— en développant des comités de soutien à l'U.N.E.F., principale force de rassemblement et de représentation des étudiants : solidarité financière, diffusion des mots d'ordre, appel aux manifestations, etc. Ces comités doivent se développer à tous les niveaux, dans les écoles, les lycées, mais aussi dans les quartiers et sur les différents lieux de travail.

— en faisant déboucher les manifestations liées à la grève générale du 13 mai 1968 sur une semaine d'action pour le soutien des luttes étudiantes.

— en associant à ces luttes les orga-

lisés des gaz de combat et tout un arsenal de guerre civile ; il a poussé à des procédures expéditives pour s'assurer de sanctions judiciaires plus lourdes et plus nombreuses.

Cette répression aboutit à établir un rempart policier autour d'une institution universitaire dont on s'accorde de plus en plus souvent à dire qu'elle ne correspond ni dans ses méthodes, ni dans son contenu, ni dans ses finalités au rôle qu'elle pourrait jouer. Plus personne ne peut faire confiance au gouvernement gaulliste dans ses intentions proclamées de changement, quand on voit la façon dont il entend établir le dialogue : par l'affirmation d'une autorité absolue au service de l'Université bourgeoise. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont posé les questions essentielles ; c'est avec eux et dans les conditions qu'ils ont créées qu'il conviendra désormais d'y répondre. Ces questions sont :

nisations de jeunes et, particulièrement, celles qui réunissent les jeunes travailleurs.

Il est essentiel que ces luttes soient reliées étroitement au combat que mène l'ensemble des travailleurs pour la mise en cause du système.

- dans l'entreprise, soumise à l'autorité patronale.
- dans leur emploi, entièrement dépendant des mécanismes de réalisation du profit capitaliste
- dans leur vie familiale, en tant que parents condamnés à voir leurs enfants enfermés dans des mécanismes qui les élimineront au profit des fils de la bourgeoisie.
- dont leur vie entière, soumise aux pressions d'une « société de consommation dont justement les étudiants contestent à la fois les formes culturelles et économiques.

Dans cette perspective, le P.S.U. appelle l'ensemble de ses militants et toutes les formes socialistes à répondre massivement le 13 mai 1968 à l'appel des syndicats pour donner toute son ampleur à un mouvement qui ne doit pas se limiter à la seule protestation contre la répression policière, mais doit déboucher sur une large prise de conscience des problèmes politiques et sociaux qui sont mis en évidence par la lutte des étudiants.

Assises nationales sur l'enseignement

Les manifestations étudiantes, la participation croissante des lycéens et des enseignants aux luttes universitaires, l'appui que les grandes centrales syndicales apportent à cette action, l'incapacité du gaullisme à réagir devant la contestation universitaire autrement que par la force et la répression mettent directement en cause l'ensemble du système d'éducation nationale, dans son fonctionnement, mais avant tout dans ses fondements et ses finalités.

A cette situation, le P.S.U. répondra à la fois :

- en soutenant les luttes en cours pour en développer toute la signification politique et sociale,
- en précisant les objectifs qui guideront son action continue :
 - pour mettre en cause les fondements du système éducatif édifié par la bourgeoisie libérale pour assurer son pouvoir ;
 - pour créer les conditions d'une éducation nationale d'un type nouveau fondée sur des choix socialistes et liée aux forces de travail.

C'est à cet effort que répondent les Assises nationales tenues par le Parti les 1^{er}, 2 et 3 juin 1968 à Paris. Le C.P.N. lance un appel à toutes les sections et à toutes les fédérations pour qu'elles assurent le succès de ces journées par une large participation de tous les militants, et de tous les sympathisants qui se sentent concernés par les luttes universitaires et l'ensemble du combat pour un enseignement socialiste. □

Résolution de politique générale

La France, comme toutes les autres nations industrielles, connaît les effets de l'accélération prodigieuse du rythme des découvertes scientifiques et de l'évolution des techniques. Cette accélération crée une véritable crise de civilisation et aggrave toutes les contradictions de la société. Elle accentue le risque de voir les pays d'Europe occidentale tomber dans la dépendance de la puissance américaine. D'où la nécessité d'une transformation de structures économiques et sociales, de la planification comme des structures politiques.

Le régime gaulliste prétend vouloir procéder à cette transformation. Mais les solutions qu'il met en avant sont obérées par ses liens avec le grand capitalisme et par les procédés autoritaires et technocratiques qui sont les siens.

C'est ce qui explique l'ampleur des révoltes et des contestations auxquelles se heurte désormais le régime. Le mécontentement atteint non seulement la classe ouvrière et une large fraction de la paysannerie, non seulement des régions entières livrées au sous-emploi mais il a pris, grâce à la résistance des étudiants, le caractère d'un grand mouvement de masse de type nouveau.

La Gauche peut et doit traduire en termes politiques globaux ce mouvement de mécontentement : c'est une des conditions de sa victoire. C'est pourquoi elle ne doit pas s'en tenir aux formules d'hier. Pour que sa victoire ne soit pas aussi éphémère que celles qu'elle a remportées dans le passé, la Gauche doit apporter de véritables réponses aux problèmes historiques qui sont posés à la société française comme à celle des autres pays de l'Europe de l'Ouest ou de l'Est, notamment en Tchécoslovaquie.

Elle doit donc faire des choix et discuter de ces choix avec la population. Sa démarche, à l'opposé de la méthode gaulliste, doit être celle de la participation de la base aux décisions qui la concernent. C'est celle mise en avant par les groupements et colloques régionaux, associations culturelles, militants syndicalistes et de la jeunesse. C'est une des significations profondes du mouvement étudiant de ces derniers jours.

Dans ce contexte, doivent être aujourd'hui définis les objectifs d'une politique socialiste. Il est clair que la réalisation de cette politique est liée à l'évolution des forces de Gauche. Des idées et des propositions qui avaient pour objet de hâter cette évolution ont été mises en avant par différents courants de la Gauche. L'effort constructif de recherche et de renouvellement auquel les uns et les autres ont participé depuis une dizaine d'années doit ouvrir une nouvelle perspective historique : celle d'une France récusant l'ordre établi et d'une Europe socialiste et démocratique dégagée de l'impérialisme.

Dans ces conditions, le P.S.U. est prêt à participer à toute nouvelle rencontre destinée à faire avancer les idées sur des points qu'il considère comme importants, étant entendu qu'il ne s'agira pas d'assemblées comportant des liens organiques entre leurs membres ou supposant une solidarité politique préalable.

En effet, en même temps que de telles rencontres, le P.S.U. entend poursuivre la discussion du programme commun avec le F.C. et avec la F.G.D.S. Il ne peut, s'agissant de cette dernière organisation, préjuger, par un accord de programme avec une de ses familles, de l'accord qu'il recherche avec la F.G.D.S. tout entière.

Pour ce qui concerne les rencontres en préparation, le P.S.U. souligne qu'à ses yeux ces rencontres sont d'autant plus positives qu'elles rassemblent une participation plus large. La présence de membres du mouvement syndical est à cet égard importante, et pour cette raison le C.P.N.

donne mandat au B.N. de répondre positivement à l'invitation adressée par André Jeanson à divers membres du Parti.

De même les rencontres de Grenoble, au sein desquelles le P.S.U. a de nombreuses fois travaillé aux divers groupes où personnalités parmi lesquelles des syndicalistes demeurent une structure de dialogue utile, et qui peut servir de cadre à de nouveaux travaux.

Dans la mesure cependant où certains des thèmes dont la discussion apparaît urgente n'intéresseraient pas tout le mouvement syndical, d'autres initiatives sont possibles. Le colloque de Cachan a montré que l'élargissement de la lutte pour le socialisme au niveau européen était une tâche urgente. Le C.P.N. donne mandat au Bureau national de prendre en France et à l'étranger les contacts nécessaires pour que se tienne dès que possible une confrontation des forces socialistes de Gauche sur les formes et les modalités de la lutte socialiste en Europe, face au modèle de société américain ; confrontation qui devrait être éclairée par des informations sur les perspectives des forces socialistes dans les pays du Marché commun, et sur les expériences qui se déroulent à l'Est, notamment en Tchécoslovaquie. □

Solidarité avec l'U.N.E.F.

Face à la répression policière, le COMITE POLITIQUE NATIONAL du P.S.U. appelle tous les travailleurs à manifester leur soutien aux étudiants et à leur syndicat l'U.N.E.F.

Le P.S.U. estime que le soutien des luttes étudiantes implique également des actions concrètes.

Pour sa part, il décide d'ouvrir une souscription nationale de solidarité avec le mouvement étudiant. Il invite ses militants à se mobiliser pour donner à cette action un large écho.

Les fonds sont à verser à : P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 14 020 44. Avec la mention : SOLIDARITE U.N.E.F.

Premiers exemples

Dans la région parisienne, il a déjà été recueilli plus de 3 millions d'anciens francs, dans les journées de dimanche et lundi.

Au cours de la réunion du C.P.N., 62.000 anciens francs ont été versés à la souscription. A Saint-Dié, à l'occasion des journées de l'Ecole Laïque, la collecte à l'initiative de notre section a rapporté 135.000 anciens francs.

responsable politique êtes-vous BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85.

● Chaque jeudi

TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

Des rubriques permanentes et aussi 3 pages d'Arts et Lettres

POUR LA VICTOIRE DES ÉTUDIANTS

ABONNEZ-VOUS SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
 - 1 an 35 F
- 54, bd Garibaldi Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58-26-65

□ Vietnam : début de la négociation

La première réunion officielle entre délégués américains et nord-vietnamiens, s'est tenue lundi 13 mai au matin, à Paris, au centre des rencontres internationales de l'avenue Kléber. Tout avait été mis au point dès la fin de la semaine précédente par une série de discussions préliminaires. Les deux délégations ne comprendront que des Américains et des Nord-Vietnamiens, ce qui signifie que ni le F.N.L., ni les Sud-Vietnamiens ne seront représentés. On peut voir-là, la volonté des deux parties de discuter au sommet, mais cela ne veut pas dire pour autant que les voix des alliés de l'un et de l'autre camp ne seront pas entendues.

Les problèmes de procédure ayant été réglés dans un climat plutôt favorable, il reste maintenant à aborder les problèmes de fond, et notamment celui de l'arrêt inconditionnel des bombardements américains sur le nord. On peut s'attendre sur ce point à de longs débats, au moment où les opérations militaires reprennent autour de Saïgon et où la constitution du gouvernement provisoire révolutionnaire dans la ville même, vient directement contester la junte au pouvoir et peser dans la négociation. □

□ Happy birthday

La France a bien célébré le 13 Mai et le général de Gaulle lui-même ne se doutait pas, il y a quelques jours qu'ils seraient si nombreux à descendre dans la rue pour lui crier : « Bon anniversaire mon Général! »

Ils étaient 20.000 à Nantes, 12.000 à Rennes, 3.000 à Saint-Brieuc, 5.000 au Havre, 4.000 à Besançon, 6.000 à Limoges, 7.000 à Caen, 40.000 à Lyon et à Toulouse, 15.000 à Strasbourg, 20.000 au Mans, 50.000 à Marseille, 9.000 à Aix-en-Provence, etc. Pour Paris, on ne connaît jamais le chiffre exact, mais on peut affirmer qu'il se situe bien au-dessus des 500.000 (800.000 disent les organisateurs). Ce sont les plus importantes manifestations de l'après-guerre.

Le défilé de la République à Denfert-Rochereau n'avait rien de commun avec ceux du 14 juillet; ni même avec les traditionnelles manifestations de Bastille à République ou de République à Bastille de ces derniers mois. C'était une vaste démonstration de l'opposition des Français au régime gaulliste et un extraordinaire témoignage de solidarité à l'action des étudiants.

Dans cette manifestation avant tout politique les pancartes revendicatives sur les salaires, l'emploi et la

Sécurité sociale n'avaient pas droit de cité. Et ceux qui les portaient paraissaient s'être trompés de manifestation. Tout comme ceux qui scandaient « Charlot des sous » ou chantaient « Pompidou navigue sur nos sous »; on était là pour défendre quelque chose à la fois plus général et plus précis : la liberté, la démocratie, la justice. Et les « C.R.S.-S.S. ! », « Dix ans ça suffit », « De Gaulle aux archives », « U.N.R. groupuscule ! » donnaient le ton et le thème.

Etudiants et travailleurs ont fait la preuve de leur force. Même si les étudiants reprochent aux syndicalistes leur timidité à repousser aux deuxième rang les leaders politiques et à se débarrasser des traditions de leurs manifestations, même s'ils leur reprochent de trop vouloir parader au premier rang, il n'en demeure pas moins vrai que cette manifestation, et celles de province, sont une grande victoire de l'unité.

La violente semaine des étudiants et son impact sur l'opinion ont donné une physionomie particulièrement réjouissante à cette journée du 13 Mai 1968. On ne pourra plus défiler comme avant entre République et Bastille. « Enfin on a de nouveau de l'espoir » disait un manifestant. □

□ Belgique toujours l'impasse

Depuis quatre mois, le pouvoir est vacant en Belgique. Après la démission du gouvernement Vanden Boynantes en février, après les élections générales de la fin mars et les tractations qui se poursuivent, la solution de la crise, loin de progresser recule. Affaiblies par le scrutin du 31 mars, prisonnières de leur clientèle et de leur tradition, les grandes formations politiques se révèlent, moins encore qu'auparavant, capables de constituer, séparément ou ensemble, une formule gouvernementale apte à mettre en œuvre les réformes indispensables que requièrent la situation économique et le conflit linguistique. Cette situation est grave et depuis six semaines, sur la scène politique de Bruxelles, se joue le ballet des prétendants. Le comte d'Alcantara, social-chrétien, fut d'abord chargé de constituer un gouvernement, puis le président du parti socialiste, M. Collard. Mais à l'échec de l'un a succédé l'échec de l'autre. La responsabilité, pour une grande part, en incombe au parti socialiste. On ne peut le lui reprocher: s'il refuse l'union tripartite, sociaux-chrétiens socialistes et libéraux, c'est qu'il n'accepte pas de s'allier avec les tenants du plus intransigeant libéralisme économique, c'est qu'il affirme indispensable la présence d'une opposition active. L'expérience allemande semble porter ses fruits.

Aussi, le 7 mai, le roi a-t-il, de nouveau, fait appel à M. Vanden

Boynants. Il aura besoin de tout son prestige personnel pour mener à bien une tâche difficile. La seule solution qui s'offre à lui est la reconduction de l'alliance avec les libéraux et leur accord est loin d'être acquis. Quel parti, en effet, accepte facilement, surtout après un net recul électoral, de partager la responsabilité de mesures aussi impopulaires qu'un assainissement financier ?

Quoiqu'il en soit, en tout domaine, économique ou linguistique, des choix déterminants pour l'avenir de la Belgique doivent être faits. Que les formations traditionnelles tardent trop et le réveil sera brutal. Les partis fédéralistes, wallons et flamands, accentuent leur pression et le peuple soit qui, par-delà le jeu parlementaire, décide en fin de compte. □

□ Le Brésil du IV^e Reich

Jusqu'ici le cinéma avait accredité, avec plus ou moins de bonheur, la légende de « colonies pénitentiaires » nazies, au Brésil. C'était à mettre sur le compte du mystère invérifiable des territoires d'Amazonie; peut-être aussi sur celui des régimes sud-américains, notoirement bienveillants à l'égard des exilés du III^e Reich. Aujourd'hui la réalité dépasse la fiction. Un organisme de tutelle des populations indiennes, le S.P.I., est accusé au Brésil, par le ministère de l'Intérieur et la presse d'avoir exterminé systématiquement les tribus dont il assurait la protection. Le dossier de l'accusation (120 kilos de rapports) fait état d'un répertoire terrifiant de procédés de liquidation : tortures, noyades, pendaisons, inoculation de maladies épidémiques, empoisonnements collectifs à l'arsenic (au cours de « popotes charitablement organisées par les fonctionnaires du S.P.I.), mitraillage par hélicoptères, etc. Le scandale engage la responsabilité du directeur du S.P.I., le major Luis Vinhais Neves, et de centaines de fonctionnaires du gouvernement. Il ressort de l'instruction que la plupart des « fazenderos » (gros propriétaires terriens) et des spéculateurs fonciers se sont livrés à de véritables campagnes « d'assainissement », avec la complicité du général Moacyr Ribeiro Coehlo, et l'aide de mercenaires professionnels. Plusieurs tribus ont été ainsi décimées, dans les Etats de Para et de Maranhoo. Tout indique même que la chasse à l'Indien ait une tradition bien établie dans le Matto Grosso, si l'on tient compte de la stupeur des accusés qui s'indignent du brusque changement d'attitude, en haut lieu, à leur égard.

Singuliers pionniers de la marche au progrès brésilienne! En définitive, si l'immensité et les conditions objectives n'expliquèrent que relativement l'absurdité de ces faits, il y aurait tout lieu de penser que les nazis réfu-

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

giés de l'Argentine au Venezuela aient manifesté dans cette contrée privilégiée un regain d'idéalisme expérimental. Ils ne doivent pas être parés à caresser, dès maintenant, le rêve d'instaurer dans cette partie du monde un modèle de IV^e Reich, à usage des pays en voie de développement.

□ Fourquet le « grand »

Comme le laissait prévoir sa nomination, le général Fourquet, chef d'état-major des armées, a obtenu les pouvoirs accrus que réclamait déjà son prédécesseur le Général Ailleret.

Au terme de deux décrets publiés au « Journal officiel » du 27 avril, le chef d'état-major des armées aura désormais autorité sur les chefs d'état-major des trois armes (terre, air, mer), il « prépare et notifie les directives, plans et décisions d'emploi des forces ». Il exercera en outre « un pouvoir permanent d'inspection sur les unités des armes et services des trois armées ».

Les projets de développement des forces seront définis « avec la collaboration du délégué ministériel à l'armement et du secrétaire général à l'administration ». Cette mise à égalité entre le militaire et le politique est renforcée par un second décret qui permet au chef d'état-major des armées de convoquer le Comité des chefs d'état-major qui était « jusqu'ici du domaine réservé du ministre des armées ».

Cette extension des pouvoirs du général Fourquet lui permettra, n'en doutons pas, de faire appliquer les directives gouvernementales pour l'application de la forme de frappe. C'est pure logique. □

Emploi

Les journées du Nord et de l'Ouest

Jacques Ferlus

Les manifestations étudiantes ont fait passer un peu au deuxième plan de l'actualité les mouvements revendicatifs des départements du Nord et de l'Ouest, la semaine dernière. Pourtant la journée du 8 mai dans l'Ouest et celle du 11 dans le nord, sont d'une importance capitale, à la fois pour le mouvement ouvrier et le mouvement paysan, de même que pour la prise de conscience régionale.

Georges Pompidou, qui se rend cette semaine dans le Nord, devra contrôler ses propos car il trouvera en face de lui des interlocuteurs disposés aussi bien au plus franc des dialogues qu'à la plus dure des oppositions.

Un million de travailleurs en grève

La journée du 8 mai dans l'Ouest a été préparée avec soin à la fois par la C.G.T. et la C.F.D.T. qui rapidement établirent des liens avec les organisations paysannes. La F.E.N. ne tarda pas à rejoindre les promoteurs de cette journée. Quelques unions départementales ou syndicats F.O. ralliaient eux aussi le mouvement.

Quatre mots d'ordre servaient de thème à cette manifestation : la défense de l'emploi, la garantie des ressources, l'amélioration du pouvoir d'achat, la reconquête de la sécurité sociale.

Plus d'un million de travailleurs et d'agriculteurs ont cessé le travail, plusieurs centaines de mille ont manifesté dans les principales villes de la région. Il y a bien longtemps que l'Ouest n'avait connu un événement d'une telle envergure. Même si un peu partout des prêtres et des religieuses participaient aux manifestations, celles-ci n'avaient rien de commun avec des processions. « L'Ouest veut vivre », c'est le slogan qu'on a retrouvé sur toutes les bouches, sur de nombreuses banderoles.

Depuis toujours les habitants de

cette région, et plus particulièrement les bretons sont présentés comme des gens en retard d'une génération par rapport à leurs contemporains. On aime colporter une image de la Bretagne des binious, des coiffes et des crêpes, qui fait plus de tort que de bien à cette région. Aujourd'hui, face aux revendications, ce que l'on offre aux gens de l'Ouest est un avenir de parc national. Et de cela ceux qui y vivent encore ne veulent pas.

La décentralisation a échoué

De temps à autre un ministre, et souvent le Premier vient faire un joli discours plein de promesses et les choses en restent là. Mais la manœuvre est de moins en moins efficace. Depuis l'été dernier les manifestations ont succédé aux manifestations, que ce soit à Redon, à Fougères ou à Quimper. La colère monte chez les bretons.

La grande leçon de la journée du 8 mai, c'est que les travailleurs et les agriculteurs ont démontré qu'une conscience régionale pouvait exister et qu'elle pouvait se préoccuper des intérêts immédiats de la région et de son avenir. Ce qu'a toujours affirmé le P.S.U. se trouve ici démontré.

Il y a peu de risques de voir le gouvernement abandonner son actuelle politique de décentralisation. On a beaucoup parlé de la grande réussite de Rennes. Il est vrai que ces dernières années de nouvelles usines sont venues s'y implanter et qu'elles ont largement contribué au développement de la ville et même du département. Mais on ne dit pas que depuis un an, Rennes marque le pas. Dans cette ville « en expansion » on n'embauche plus dans les usines, certaines licencient.

Mais c'est une chose bien connue que l'on met plus de faste à célébrer les baptêmes que les enterrements. C'est le cas pour cette usine de Nantes, travaillant pour l'équipement atomique, et qui inaugurée il y a tout juste six mois a déjà licencié 22 ouvriers. Il y a aussi le cas de Renault qui emploie environ 500 personnes après avoir promis pendant des années 5.000 emplois.

Quant à l'agriculture, la situation est pire. Les ruraux vont chaque jour grossir les rangs des manœuvres déjà trop nombreux. Ceux qui restent à la terre ne savent plus ce qu'ils doivent faire devant l'absence de politique de M. Edgar Faure. Et ils soient à la mesure du problème posé. Il faut en plus ajouter que le favoriser par rapport aux gros agriculteurs du centre et de la région parisienne. Sous l'impulsion de Bernard



Le Nord et l'Ouest : la vie en rose.

Agip

Lambert, le mouvement paysan de l'Ouest est un des plus ardents au combat. Son union dans l'action avec les syndicats ouvriers lui est profitable ne serait-ce que pour mieux poser les problèmes et les difficultés des petits agriculteurs.

Le Nord se cherche

Le Nord est bien différent de l'Ouest, pourtant les problèmes qui s'y trouvent posés sont encore plus graves. Si l'Ouest a besoin de se développer, le Nord doit se reconverter. Et dans l'un et l'autre cas, cela provoque bien des drames.

A Lille et dans la région on a également manifesté le 11 mai dernier. Ils étaient 50.000 à Lille. On assiste dans cette région à de nombreuses fermetures d'usines, à des licenciements, des réductions d'horaire. La crise est très grave chez les jeunes qui détiennent ici la triste palme du chômage. Les mines de charbon vont fermer très rapidement et des milliers de travailleurs quitteront le carreau de la mine pour se retrouver sur celui du chômage.

Il faut donc reconverter le Nord. Les travailleurs y sont prêts, mais on ne pourrait en dire autant des industriels qui hésitent à venir s'installer dans la région. Malgré ses efforts le gouvernement ne peut arriver à faire reculer les entreprises à plus de cent kilomètres de Paris. Il est vrai que la province est bien sous-équipée administrativement pour attirer des entreprises.

M. Pompidou va annoncer à Lille, dit-on, des changements « révolutionnaires ». Il est peu probable qu'ils savent bien que l'entrée en vigueur du Marché commun va encore les dé-

Nord ne pourra être sauvé, que dans la mesure où le patronat de combat dont l'incapacité est l'une des causes majeures de la situation, sera attaqué comme il le mérite. Rien n'est possible tant qu'il sera en place.

Naissance de la conscience régionale

On peut se poser la question de l'efficacité des manifestations comme celles de l'Ouest et du Nord. Pour nous elles sont la preuve évidente de l'éveil des consciences dans les régions. Le gaullisme tient la province colonisée. Il n'y aura pas de solutions valables tant que celles-ci ne seront pas élaborées par ceux qui vivent sur et de la région qu'il faut transformer. L'Ouest et le Nord prouvent que les Français sont prêts à le faire. Certes le travail sera long et difficile mais quand on connaît le but on ne perd jamais l'espoir. Le Nord et surtout l'Ouest viennent de nous donner raison. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Livres

Le défi de l'urbanisme

Claude Glayman

Une banale chronique de livres ne saurait épuiser un titre si ambitieux. À vrai dire s'il y a un défi de l'urbanisme — et qui le contesterait — il importe de sans cesse en réexaminer les données. La publication de plusieurs ouvrages, les uns récents, les autres moins, nous en fournit l'occasion.

Nouveauté
de la sociologie urbaine

Un petit livre paru il y a peu et trop passé inaperçu nous offre une bonne synthèse de cette nouvelle discipline (1). Raymond Ledrut, maître-assistant à la Faculté de Toulouse, nous propose de ses préoccupations la définition suivante : « La tâche la plus haute qui incombe aujourd'hui à la sociologie urbaine est de contribuer à faire de l'urbanisme une action consciente des collectivités urbaines sur elles-mêmes, c'est-à-dire une pratique véritable ». L'auteur part de l'idée que le développement de la société industrielle et du capitalisme au 19^e siècle s'est traduit par une crise profonde sur le plan de l'urbanisme, crise qui demeure entière aujourd'hui et dont la solution s'impose.

Est-ce à dire que des options nous sont proposées ? En vérité l'auteur se livre beaucoup plus à un recensement et à une analyse des thèmes de l'urbanisme passé et présent plutôt qu'à une quelconque révélation sur ce que pourrait être un « autre urbanisme ».

D'où un chapitre portant sur la chronologie des types urbains à travers l'histoire qui montre que la centralisation urbaine est liée à la centralisation nationale et que dans le contexte capitaliste « la ville est devenue un instrument d'accumulation ». D'excellentes pages sont consacrées aux problèmes de la planification urbaine dont l'évolution en France a abouti pour l'instant à une conception « encore trop statique ». R. Ledrut plaide en faveur d'une planification plus « créatrice », moins « autoritairement imposée du dehors ».

L'auteur s'arrête longuement sur la notion de « mobilité urbaine » où il perçoit l'une des grandes raisons du faible intérêt porté par la population « à la chose urbaine ». Un récent colloque a montré l'importance de cette mobilité (2), pour notre part nous ne sommes pas sûrs que sous certaines conditions cette mobilité ne soit pas à la racine d'une prise de conscience et d'un dynamisme dont plusieurs villes ont donné l'exemple.

En conclusion R. Ledrut interroge : « Existera-t-il un seul type de personnalité urbaine ? » Question capitale, car si nous sommes bien convaincus qu'il se produit un processus général d'urbanisation, celui-

ci peut être infléchi dans un sens ou dans un autre selon l'orientation que lui feront subir les hommes. Il faut définitivement dissocier les termes d'urbanisation et de passivité ; à ce titre R. Ledrut est une très opportune introduction à une action claire-voyante.

La vie des équipements sociaux

« Equiper et animer la vie sociale » est un livre déjà ancien (3). Pourtant on ne saurait trop remercier les auteurs H. Théry et M. Garrigou-Lagrange pour le terrain qu'ils ont déblayé à notre intention. Trop de banalités et d'imprécisions sont le lot de cet aspect de l'urbanisme pour que nous ne conseillions pas ce guide utile.

Problème délicat qui nous est posé aujourd'hui, et qui explique bien des ambiguïtés : « les valeurs de l'équipement sont communes à des hommes d'idéologies différentes » et l'on pourrait ajouter à des hommes de conditions « socio-économiques » différentes. C'est là l'une des grandes difficultés à l'élaboration d'une doctrine « socialiste » en matière d'urbanisme. On la retrouve par exemple lorsque les auteurs s'interrogent sur le point de savoir pourquoi des « équipements ouverts à tous » sont limités au niveau de la fréquentation. « Parce que destinés à tous, ils sont fermés à certains », le paradoxe ne suffit pas à répondre, pas plus que l'observation par ailleurs exacte d'une « ségrégation due à la première vague d'usagers ». L'ouvrage de H. Théry et M. Garrigou-Lagrange permet un recensement assez complet de tous les équipements sociaux et socio-culturels existants et un coup d'œil sur des textes législatifs et officiels dont on pourrait peut-être souvent faire un plus ample usage (les textes sur les « locaux résidentiels collectifs » sont vraisemblablement assez mal connus, on pourrait pourtant en tirer un profit non négligeable). Car comme le notent les auteurs « la socialisation de l'homme moderne est et sera en rapport avec les jalons mis en place par les aménagements ».

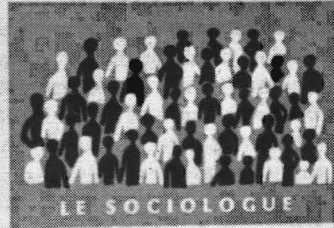
Tabous de la culture :
en deçà ou au-delà ?

Nos colonnes se sont maintenant assez ouvertes aux mouvements de la décentralisation culturelle, aux problèmes qui en découlent, pour que l'on puisse conseiller un livre que plusieurs des animateurs concernés contestent mais qui présente l'avantage d'être le premier, sinon l'unique ouvrage consacré aux « Maisons de la Culture » (4). Il est vrai que le propos d'André de Baecque touche un peu à tout et pas assez aux « Maisons de la Culture ». Paru il y a un an le livre d'A. de Baecque ne pou-

RAYMOND LEDRUT

SOCIOLOGIE
URBAINE

COLLECTION SUP



vait tenir compte de phénomènes qui nous sont apparus plus clairement dans l'intervalle ; d'autre part l'on attend les démentis sur les chiffres avancés par l'auteur et que jusqu'à preuve formelle du contraire l'on considère comme recevables. Car c'est l'atout le plus sérieux de l'auteur : les chiffres. Presque tous retiennent l'attention : le 0,4 % du budget consacré à la culture sous la V^e République contre le 0,1 % sous la IV^e ; les intentions des IV^e et V^e Plans et les crédits effectivement consommés ; les pourcentages de fréquentation et de représentation, etc. En outre les biographies des diverses « Maisons » sont rappelées qui remettent en mémoire ce que le lecteur a peut-être oublié. La radiographie est convenable et précieuse, si la réflexion ne va pas très loin. Retenons les problèmes d'un nouveau répertoire, ceux de la formation des animateurs culturels, l'importance de la recherche et de la contestation qui doit toujours être mise en évidence, la critique du cloisonnement que souvent l'on déplore entre les responsables des « Maisons de la Culture » et ceux des différents équipements décentralisés.

Dans le fond ce qui importe c'est que l'on prenne conscience du processus qui se déroule, à partir de là les critiques et les contre-propositions doivent être fournies ; en deçà le refus de participer au combat pour un autre modèle culturel n'est que démission. Au terme de la lecture du de Baecque l'insuffisance et l'ambiguïté sont patentes ; mais n'est-ce pas le privilège de ceux qui défrichent les réalités nouvelles. Or, les équipements culturels appartiennent bien à ces nouvelles réalités que nous devons prendre en charge dans le cadre d'une politique globale de l'urbanisme.

Le club Jean Moulin
et la réforme communale

Alors que le Parlement va prochainement débattre du projet gouverne-

mental de « réforme communale », le Club Jean Moulin publie un ouvrage sur le même thème (5). De nombreux arguments sont avancés par Jean Moulin pour justifier les transformations qu'il propose et qui sont essentiellement de deux ordres : un redécoupage de fond de la carte administrative du territoire et une transformation assez radicale du système des finances locales.

Retenons qu'une certaine tutelle est incompatible avec les méthodes modernes d'information et que parallèlement au mouvement général de concentration il est nécessaire de mettre en place des centres de décision secondaires. Retenons également l'idée que la très contestable régionalisation du Plan tient entre autres motivations au fait que dans leur état actuel les collectivités locales ne peuvent intervenir dans l'élaboration et l'application de la planification.

Dès lors Jean Moulin suggère un découpage de son choix que l'on pourrait discuter à perte de vue. Il est proposé une hiérarchie dégradée de types de collectivités locales en rapport avec la dimension territoriale et les fonctions. Une révision périodique de l'articulation est demandée, en vertu du principe qu'à une mobilité des structures et des individus doit correspondre une mobilité des données administratives.

En matière de finances locales Jean Moulin recherche surtout à établir un mode de prestations qui soit plus fonction des activités économiques locales. Si ce principe est en effet souhaitable, on peut se demander s'il est bien facile aujourd'hui de délimiter une stricte localisation géographique des activités économiques ?

Le bilan de l'ensemble des réformes soumises devrait être discuté plus en détails à une autre occasion et permettrait de dégager de nombreux points de convergence. Il reste que si Jean Moulin est bien inspiré lorsqu'il observe « qu'aucune force sociale n'est porteuse d'une réforme de l'organisation communale », on demeure en droit de l'interroger sur le prolongement pratique de tant de vœux réformateurs. Car il convient de se demander si les forces politiques ne sont pas précisément tout indiquées pour cristalliser une volonté de réforme communale que l'on ne saurait abandonner dans les seules mains de l'administration et dont l'application permettrait de mieux répondre à de multiples revendications sociales. Mais sur le « débouché politique », Jean Moulin est muet ! Est-ce le seul fait du hasard ? □

(1) Raymond Ledrut : « Sociologie urbaine » - PUF, 223 p., 9 F. - (2) Colloque de démographie qui s'est tenu à Grenoble, Lyon et St-Etienne. - (3) H. Théry/M. Garrigou-Lagrange : « Equiper et animer la vie sociale ». Editions du Centurion, 275 p. - (4) - André de Baecque : « Les Maisons de la Culture » - Seghers, 213 p. - (5) - Club Jean Moulin : « Les communes au pouvoir : 12 régions, 2.000 communes » - Le Seuil, 186 p., 15 F.

Décentralisation culturelle

Cormeilles ou la percée

Dominique Yvoire

A Cormeilles-en-Parisis, 17 km de Paris, 15 minutes de la gare St-Lazare, c'est encore la campagne, avec les villes voisines : La Frette, Herblay, Montigny. Petite ville de 13.000 habitants, elle n'a pas encore été touchée par les grands ensembles. Dans les traditionnels pavillons de banlieue, entourés de jardins, vivent des retraités, des employés, des ouvriers qualifiés. A l'écart, groupés autour de la grande carrière de gypse à ciel ouvert, les ouvriers manœuvres de l'usine à plâtre et de la carrière, pour la plupart immigrants ou fils d'immigrants (chinois, polonais, arabes, portugais).

Au point de vue politique, cela donne une très faible majorité pour la droite (100 à 150 voix) et cela explique les options politiques de la majorité : des rues bien entretenues, un stade, ce qui n'est pas négligeable, mais à peu près rien au point de vue culturel, pas une salle de réunion pour les sociétés. C'est dans ce « désert culturel » qu'est né notre Cercle, il y a 8 ans déjà ! En avril 1960, un professeur et poète frettois, Jacques Gaucheron, avec quelques amis décidèrent de se rencontrer, une fois par mois, pour échanger des idées. Nous avons adhéré à « Travail et Culture » qui, en nous faisant profiter de son service théâtre, élargit notre champ d'action. Très vite, notre petit groupe eut envie de confronter ses idées avec des auteurs, des hommes de théâtre, des cinéastes, des scientifiques et le 29 avril 1960, nous recevions Michel Rouze, Directeur de la Revue « Diagrammes » : le sujet de la conférence était « L'Homme et le monde des astres ». Mais avant de parler de nos activités, cédon la parole à Jacques Gaucheron, notre Président d'Honneur. Qui mieux que lui peut présenter le Cercle ?

« Plaisir de connaître » a une visée : raccourcir la distance entre Cormeilles et Paris, faire bénéficier notre banlieue du grand rayonnement culturel dont nous sommes les voisins. A des conditions exceptionnelles, des Cormeillais assistent à des représentations de théâtre.

Chaque mois, le sensationnel est dans nos murs.

Nous nous appelons « Plaisir de connaître », plaisir de connaître les problèmes de notre temps dans leur diversité ; connaître les hommes qui illustrent la culture dont nous sommes les contemporains. Plaisir aussi de se connaître entre gens qui habitent le même lieu. A cela est dû le succès de notre cercle et son audience croissante. » (Ecrit en 1964

pour répondre à un journal local de droite qui attaquait le Cercle.)

Depuis 8 ans, chaque mois, nos adhérents sont invités à venir s'entretenir avec une personnalité du théâtre, des arts, des lettres, des sciences, de la presse. Le « sensationnel », comme dit Jacques Gaucheron, c'est Armand Gatti ou Arthur Adamov, Maurice Jarre, Joseph Kosma ou Pierre Paraf, Gianfranco de Bosio ou Mohammed Boudia.

Pour avoir une vue complète de nos activités, il faudrait parler aussi de nos soirées littéraires, de nos expositions, de nos séances cinéma et nos voyages organisés, de nos débats-actualités.

Tous les deux mois, nous adressons à nos adhérents une « feuille théâtre », sélection des meilleures pièces, ce qui nous permet d'organiser des sorties de groupe à des prix très avantageux, car nous faisons nôtre la pensée de Giorgio Strehler, Directeur du « Piccolo Teatro de Milan » : « Il ne s'agit pas d'un théâtre expérimental, ni d'un théâtre d'exception, mais au contraire d'un théâtre d'art pour tous » — un théâtre qui veut devenir une nécessité de notre vie quotidienne par la rencontre public-créateurs, et par la présentation de spectacles d'un niveau artistique élevé.

Enfin, tous les mois, un mini-bulletin, ronéotypé — que nous nous efforçons de rendre attrayant, renseigne nos adhérents sur la vie du Cercle.

Peut-être allez-vous penser qu'une telle activité et de tels programmes ont amené à notre Cercle une grande partie des Cormeillais et que les organisateurs sont pleinement satisfaits de ces 8 années d'effort !

Et bien, la franchise nous oblige à répondre « pas entièrement ». Sans doute, le Cercle vit depuis 8 ans et ses effectifs augmentent doucement chaque année : de 15 que nous étions au départ, nous atteignons la centaine.

Pas pleinement satisfaits.

Il vit libre, car, depuis 8 ans, il n'a touché aucune subvention d'aucune sorte.

Il vit malgré l'hostilité des journaux locaux de droite qui s'obstinent à chercher des raisons obscures à notre action, incapables qu'ils sont de comprendre que lorsqu'on a eu la chance d'accéder à la culture, on puisse désirer donner ce bonheur à tout le monde. Alors, direz-vous, tout va bien ; pourquoi n'êtes-vous pas pleinement satisfaits ?

L'origine sociale de nos adhérents vous expliquera cette déception. va bien ; pourquoi n'êtes-vous pas pleinement satisfaits ?

Enseignants	29 %
Etudiants	16 %
Cadres moyens	14,5 %
Petits patrons et artisans	12,8 %
Ingénieurs	6,4 %
Sans profession	6,4 %
Fonctionnaires	4,8 %
Ouvriers	1,6 %

Pour expliquer l'absentéisme des ouvriers aux manifestations culturelles, tout a été dit maintes fois : la fatigue de 8 heures de travail harassant, la longueur du trajet pour revenir à la maison dans des métros et des trains bondés, l'effort énorme qu'il faut pour s'astreindre à s'habiller après le dîner et repartir, l'obligation de se lever de bonne heure le lendemain matin — et aussi pour le théâtre l'idée que c'est un spectacle bourgeois pour lequel les ouvriers ne se sentent pas concernés.

Pour les jeunes, ceux qui ont quitté l'école à 14 ou 16 ans et qui, des soirées entières s'agitent autour des appareils à sous dans les cafés, les raisons ne sont pas les mêmes. Pour désirer se cultiver, il faut déjà avoir un minimum de culture et il semble que les programmes actuels de l'Enseignement primaire et secondaire ne donnent pas aux enfants ce désir d'en savoir plus. M. Lichnerowicz, Professeur au Collège de

France, note : « Notre école française fait livrer aujourd'hui à la société une énorme majorité de jeunes gens malheureux, désadaptés, dépourvus de formation sociale comme de formation culturelle et ne sachant véritablement ni travailler, ni se divertir ». (Colloque d'Amiens — mars 68.)

Comment amener ces jeunes à réfléchir ? à s'intéresser aux problèmes qu'ils auront à résoudre demain comme citoyens ? Comment déjà les faire assister à nos réunions ? Il faut dire aussi que le contact avec les jeunes est rendu plus difficile par les conditions dans lesquelles nous sommes obligés de travailler : nous n'avons aucun local pour établir une permanence où les jeunes pourraient venir consulter des revues de théâtre, de cinéma, de voyages, de littérature, où ils pourraient venir se renseigner sur les spectacles. Nous ne pouvons faire part de nos activités que par des affiches, plus ou moins lues, par notre bulletin que nos faibles ressources ne nous permettent pas de distribuer partout.

Ceci nous oblige à limiter notre action jusqu'à des temps meilleurs où, grâce à un local, nous pourrions enfin faire de notre Cercle le véritable foyer de culture vivante dont nous rêvons. □

Lyon : Un nouveau partenaire

Marie Bellour

La mise en route à Lyon du théâtre municipal du 8^e arrondissement (*) vient de poser de façon nouvelle le délicat problème des rapports Etat-Municipalité-Animateurs et a introduit dans la discussion un nouveau partenaire : le délégué des collectivités. Le président du Conseil d'Animation du théâtre — conseil composé de représentants des syndicats, comités d'entreprises, associations culturelles, enseignants, étudiants et qui mène depuis plusieurs mois avec les futurs directeurs, Marcel Maréchal et Jean Sourbier, le dialogue avec la mairie — a récemment été reçu par M. Raison. Ainsi a été manifesté officiellement que le théâtre concerne — aussi — le public.

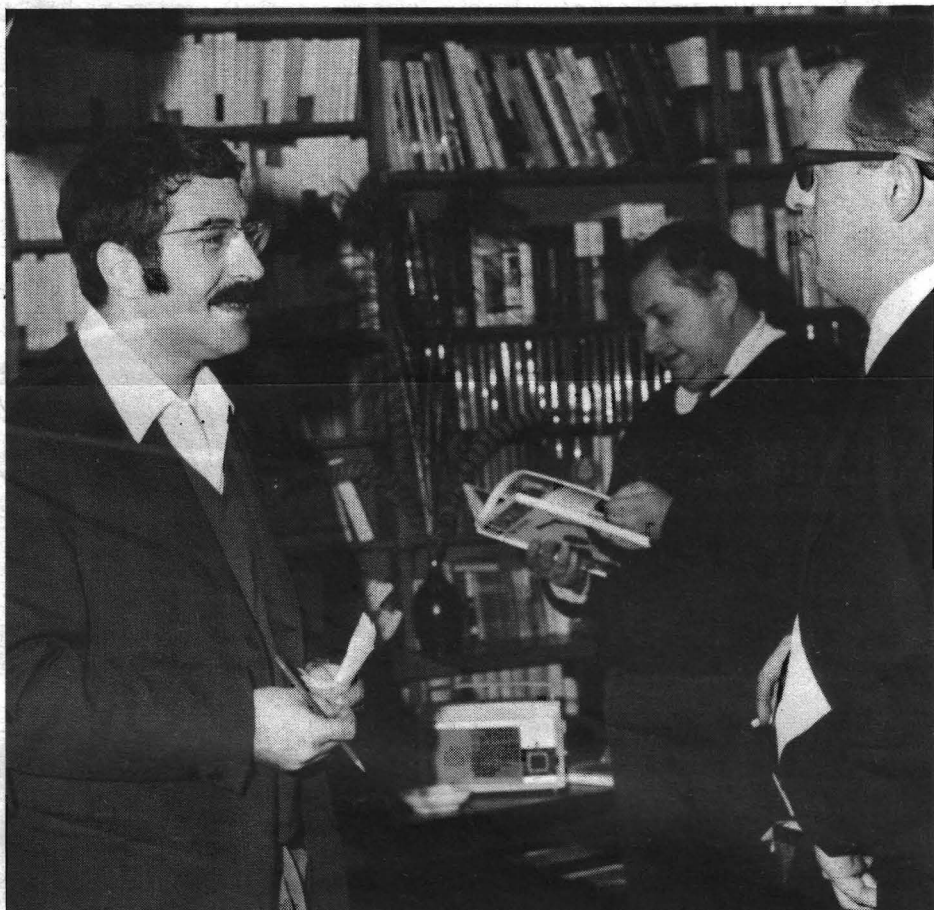
M. Pradel à qui les Lyonnais reprochent le non-aboutissement du projet de Maison de la Culture confiée à Roger Planchon, s'est montré en l'occasion plus compréhensif des intérêts culturels de la ville en confiant à Maréchal la direction du nouveau théâtre. Compréhensif également en acceptant de renoncer au système de régie directe en faveur du système de la concession seul estimé par les Affaires culturelles convenir pour une troupe qu'elles subventionnent au titre de troupe permanente de décentralisation. Enfin, l'antique cahier des charges des théâtres municipaux a été modifié de

façon à permettre une suffisante liberté de création.

Cependant tout n'est pas gagné. Les moyens financiers manquent sans lesquels il n'est pas possible, quels que soient le talent et l'énergie déployés, d'animer correctement un grand théâtre dans un quartier neuf culturellement non équipé. « Nous prenons le pari, a dit Marcel Maréchal au cours de la dernière réunion du Conseil d'Animation qui groupait de très nombreux délégués. Nous entrons dans ce théâtre qui est un bel instrument. Mais c'est comme si on nous donnait une Buick avec seulement cinq litres d'essence dans le réservoir. Nous avons demandé 70 millions anciens de subventions en calculant au plus juste, et la municipalité nous en accorde 30. Avec une subvention dérisoire nous courons à la catastrophe. Et si nous demandons cet argent c'est pour être au niveau de vos exigences, à vous spectateurs ! »

Ne pas donner ses justes chances à une entreprise importante pour l'avenir de la ville et dans laquelle les Lyonnais ont mis tant d'espoir équivaldrait à la condamner. Espérons que M. Pradel le comprendra. Les spectateurs, désormais, sont vigilants. □

(*) Voir TS du 25-1-68.



Lionel Rocheman

Folk song

Hootenany

Lionel Rocheman

Depuis 5 ans plusieurs centaines de jeunes et de moins jeunes se réunissent chaque mardi soir au Centre Culturel américain (1) pour entendre Lionel Rocheman et les chanteurs amateurs ou professionnels qu'il présente dans un spectacle improvisé. Activité patiente et discrète en marge des circuits traditionnels de la chanson (cabaret, music-hall, tournées) à laquelle la parution d'un disque et la création d'une collection (2) devrait imprimer un rythme nouveau. Lionel Rocheman, créateur du Club Hootenany, est un passionné de musique populaire.

« Il existe en grande musique un respect pour les œuvres du passé. En matière de chanson tout se passe comme si la chanson de la veille chassait celle de l'avant-veille. La masse historique de nos chansons est oubliée ou méprisée sans prétexte que « ça fait folklore ». Or, il y a des chansons anciennes parfaitement chantables et actuelles qui constituent une source d'enrichissement possible pour la chanson d'aujourd'hui. La responsabilité de l'interprète est alors capitale : il doit présenter ce répertoire d'une manière vivante et sincère en se gardant à la fois de la préciosité et de la démagogie.

Il existe aujourd'hui parmi les jeunes Français un goût prononcé

pour le folklore anglo-saxon. Il faut leur montrer l'existence de qualités et d'intérêts similaires dans les vieilles chansons françaises. Il est significatif que des jeunes qui auraient été autrefois « yé-yé », s'occupent aujourd'hui de la chanson populaire française. »

Lionel Rocheman, à la robuste moustache noire, me montre alors son impressionnante collection de chansons populaires. Plus de 300 volumes, parmi lesquels des recueils rarissimes du second Empire.

C'est alors au créateur du Hootenany Club que je m'adresse. D'où vient ce nom, quel est ce club ?

« Aux Etats-Unis, dans les années trente, au moment de la renaissance du folk song, les habitants des petites villes et des villages prirent l'habitude de se réunir pour chanter. C'était un mouvement spontané qui donna naissance au Hootenany qu'il illustrent particulièrement Pete Seeger et Jean Baez. Ni formules, ni structures. C'est donc très librement que je m'en suis inspiré pour créer ce club.

Pour de jeunes chanteurs honnêtes et valables que leurs exigences empêchent de parvenir vite au sommet de l'actualité, la vie devient de plus en plus difficile. Il y a dans la chanson comme ailleurs une explosion démographique que le malthusianisme des cabarets et des music-halls rend dramatique. D'où l'engorgement et un risque de marasme car tout chanteur a besoin d'un public.

Comme les circuits purement commerciaux, alimentés par quelques professionnels du spectacle jouent un rôle conservateur, il faut créer d'autres circuits. Il existe des tenta-

tives éparses qu'il faut coordonner en accordant une attention particulière à l'animation préalable. Les gens se dérangent difficilement, même pour une vedette, s'il n'existe pas une animation, un mouvement d'intérêt. Il m'est arrivé de chanter devant 30 personnes dans une grande commune banlieusarde et devant 200 dans un village des Côtes-du-Nord où existait une animation locale.

En fait, partout les gens chantent. Il faut leur donner la possibilité de le faire dans des conditions décentes en les faisant participer à un véritable spectacle. En multipliant les Hootenany, en faisant appel aux artistes locaux, il est possible de donner une impulsion formidable à la renaissance des circuits parallèles.

Le Hootenany est la formule la plus libérale qui soit. Il suffit pour y chanter de s'inscrire 24 heures à l'avance. Pas d'audition ! Les mauvais s'éliminent d'eux-mêmes et ne

s'obstinent guère. Par contre, un public vigilant soutient et encourage les débutants timides et maladroits parmi lesquels s'affirment progressivement d'authentiques auteurs-compositeurs et un intérêt croissant pour la chanson populaire française. » □

Propos recueillis par Bernard Sizaïre.

(1) American Center, 261, bd Raspail, Paris-14^e, tous les mardis à 20 h 45 (entrée 3,00 F).

(2) Le Hootenany-Club — Le nouveau chansonnier (au Chant du Monde).

● CHANSONS ET COMPLAINTES DE SOLDATS.

Quatorze vieilles chansons d'une modernité stupéfiante dont « Le Déserteur » ou « Le Condamné à mort » par ces Boris Vian anonymes du 18^e siècle, possédant le sens de l'image la plus immédiate et la plus naturelle. Merci à Lionel Rocheman de les avoir ressuscitées et de nous les chanter avec un grand art simple et direct. Un des deux ou trois grands disques de chansons de l'année ! (1 x 30 cm - Chant du Monde.)

Cinéma

La sorcellerie à travers les âges

Jean-Paul Fargier

Les très belles scènes fantastiques du film de Christiansen n'en font cependant pas une œuvre que l'on peut regarder en esthètes comme s'il s'agissait d'une simple animation des tableaux de Jérôme Bosch. Il est impossible que le spectateur ne se sente pas plus concerné que par Nofératu ou Caligari. Quelque chose de différent se passe qui tient à la nature du film : L'enchantement du fantastique est brisé par l'allure didactique de la composition.

Le plus étonnant n'est pas la mise en scène déjà remarquable mais la « mise en film » très moderne de ces gravures d'époque, de ces scènes reconstituées, de ces instruments de torture et de ces documents médicaux contemporains unis dans un commentaire efficace. Le seul spectacle de ces images du sabbat suscite dans l'esprit de celui qui le contemple une résurgence de l'inconscient collectif dont ces diableries font partie. Que nous le voulions ou non, nous sommes nés dans cette civilisation occidentale et chrétienne. Et il se passe un phénomène de mise à jour et de confrontation d'images de notre passé mental conscient ou inconscient.

Phénomène semblable à celui auquel donnerait lieu le spectacle d'une juste représentation de Socrate discutant avec ses disciples. Phénomène qui s'est déjà produit à la vision de « la prise de pouvoir par Louis XIV ». Car le cinéma a ce pouvoir merveilleux de nous mettre en face de notre passé le plus enfoui et apparemment le moins personnel.

Impossible de prendre une attitude de juge méprisant et hautain car nous serions alors encore plus concernés : c'est en effet d'abord le procès des juges que fait Christiansen. Leur comportement qui relève d'une mentalité magique (épreuve de l'eau, du plomb, du parchemin aux paroles sacrées) est la véritable cause de la prolifération de la sorcellerie. Nous sommes renvoyés à nos propres superstitions, à nos sorcières respectives. L'image de la cartomancienne est le symbole anodin de toutes nos attitudes irrationnelles. Mais il serait malhonnête de limiter la portée de ce film à cette banale et facile dénonciation. On peut dire sans forcer le propos de l'œuvre, mais simplement en suivant son mouvement, qu'il atteint nos juges en sorcellerie modernes : ceux qui emprisonnent les Juifs, les Noirs, les Communistes, les Catholiques, les Révisionnistes, enfin tous ceux sur lesquels on a d'abord collé une étiquette infamante pour mieux pouvoir ensuite les exterminer.

Et le film devient alors peu à peu un percutant plaidoyer pour le droit à l'erreur, le droit de penser noir quand tout le monde dit blanc, le droit de crier non quand la plupart font oui. L'image de cette femme balançant un berceau qui est le leitmotiv d'« Intolérance » de Griffith, et que Christiansen reprend, indique bien dans quelles perspectives finales il veut se placer : la dénonciation absolue de tous les jugements idéologiques qui prétendent arbitrairement à l'exclusive. □



Collombert

Meeting du 13 mai

Le désordre nécessaire

Rémy Grillault

« **L**e tout est de tout dire. Et je manque de temps, et je manque d'espace... » Si je songe à ce vers de Paul Eluard, c'est parce que à la fin de ce numéro, consacré pour l'essentiel aux luttes étudiantes, je ressens la difficulté de conclure. Je crois bien d'ailleurs que je ne le souhaite pas, convaincu que dans les jours et les semaines à venir, surviendront de nouveaux développements.

Au sein de l'immense foule qui défilait sur les chaussées de Paris, une crainte nous envahissait : allions-nous une fois encore assister à des espèces de funérailles, à l'enterrement des luttes qui venaient de se dérouler.

Je crois bien que le gouvernement y comptait quelque peu. Les apaisements de Pompidou à la télévision, se voulaient rassurants. Tant et si bien que la manifestation risquait de s'enliser dans le « train-train » familial des défilés qui traversent de temps à autre les quartiers de Paris, pour prouver et se prouver que l'on est une force avec laquelle, il faut toujours et désormais compter.

Mais précisément, ce qui venait de se passer, prouvait qu'il était possible, de faire mettre les pouces au

gouvernement, sur la base d'une action résolue, mettant en cause une institution aussi vénérable que dépassée : l'Université. Au-delà, nous le sentons bien, c'était le système qui était attaqué. Et pas seulement sous son aspect gaulliste, mais bien dans ses fondements économiques et institutionnels.

L'immense défilé a gardé un peu de l'euphorie des jours précédents.

La délégation du P.S.U. était conduite par Michel Rocard, autour duquel on notait la présence de P. Mendès France, Depreux, Martinet, Guerche, Dubois, Fontès, Bridier, Mallet, Malterre, Chapuis, Frachon, Ringuet, Longeot et les membres du C.P.N. présents à Paris.

On s'étonnera de ce terme d'euphorie. Et pourtant tous ceux qui ont participé, ne serait-ce qu'une fois, à ces manifestations, en retiennent essentiellement, l'opportunité, la combativité, la fraternité retrouvée.

A savoir que le soir même la Sorbonne était occupée par les étudiants, et qu'il s'engageait un immense débat, prouvait que sous d'autres formes, la lutte engagée continuait.

On est loin d'en avoir tiré les leçons.

**

Les premières, toutes provisoires, ont cependant été esquissées. A la Mutualité, une salle comble et enthousiaste, en applaudissant Serge Mallet, Manuel Bridier, Marc Heurgon et Michel Rocard, manifestait non seulement sa solidarité avec les luttes étudiantes, mais aussi les raisons qui avaient conduit notre parti à les soutenir dès le premier jour.

Elles n'étaient pas le fait du hasard.

On aime dire que notre parti est isolé. Mais curieusement, chaque fois que se déroulent les batailles et les affrontements sérieux, dans des secteurs aussi divers que les luttes paysannes, le Vietnam, le combat pour un développement régional, il retrouve un poids qu'il n'a pas, cela est vrai, sur le plan parlementaire. Il en a été de même dans ces luttes étudiantes. Et il ne nous est pas indifférent, de constater que chaque fois que le régime a pris un coup sérieux, le P.S.U. n'avait pas manqué d'être comme on dit dans l'affaire dès le premier jour. Que ceux qui aiment nous faire la leçon, y réfléchissent.

Mais peut-être que l'élément le plus significatif du meeting a été la participation à la fin, d'un représentant des Comités d'Actions lycéennes, de Daniel Cohn-Bendit, et de Jacques Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F.

Nous avons toujours dit, et nous l'avons réaffirmé lors de notre der-

nier Conseil national, que le dialogue entre partis et syndicats, ne pouvait être fructueux que dans la mesure où les différents partenaires pouvaient discuter sur un pied d'égalité, et dans la plus grande liberté de propos et d'analyse. Chacun affirmant pour son compte, ce qu'il estime nécessaire, et chacun ayant en même temps le souci d'aboutir à un langage et à un combat commun.

En faisant le procès des partis de gauche, y compris le P.S.U., Daniel Cohn-Bendit, montrait dans la vivacité de son propos, qu'il avait compris le dialogue que nous lui propositions. Il était franc et ouvert.

En affirmant le sens de la lutte que l'U.N.E.F. mène en ce moment, Jacques Sauvageot, soulignait dans le même temps, le rôle que pouvait jouer un parti comme le nôtre.

En réaffirmant notre soutien, et notre souci du dialogue, Michel Rocard pouvait, au nom du P.S.U., tracer les perspectives de notre action.

D'aucuns, ici et là, incapables d'entreprendre et d'affronter une discussion de ce type, ont parlé de désordre. Nous les laissons à leurs rites. Il est des désordres nécessaires. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Charlie Bubbles

(Ang.) V.O.